



Groupe Dynacor inc.

Rapport de gestion

Exercice financier clos

le 31 décembre 2023

Index

RAPPORT DE GESTION	4
Lettre du Président	4
Introduction	5
Responsabilité à l'égard des rapports financiers	5
Nos activités et stratégies	6
1-APERCU ET FAITS SAILLANTS DE 2023	7
APERÇU	7
FAITS SAILLANTS	7
2-TENDANCES ÉCONOMIQUES CLÉS	9
Prix de l'or	9
Taux de change	9
3-PERFORMANCE GLOBALE	10
4-RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET OPÉRATIONS DE TRAITEMENT DE MINÉRAI D'OR	13
Etat du résultat global consolidé	13
Production, ventes et marge brute d'opération	14
Analyse de la variation du résultat net et global	15
Conciliation des mesures de rendement non conforme aux IFRS	16
Opérations de traitement de minerai et données financières	17
5-FLUX DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS	19
Activités opérationnelles	19
Activités d'investissement	20
Activités de financement	20
Fonds de roulement et liquidités	20
6-ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	21
Actifs et passifs courants	21
Passifs non courants et obligations contractuelles	22
Passifs éventuels	22
Capitaux propres	23
Ressources en capital et gestion du capital	23
Activités hors bilan	23
7- INFORMATION ANNUELLE SÉLECTIONNÉE ET REVUE TRIMESTRIELLE	24
Information annuelle sélectionnée	24
Revue trimestrielle	24
8-DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION	25
9-TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	26
Principaux dirigeants	26
Autres apparentées	26
10-PROPRIÉTÉS D'EXPLORATION MINIÈRES	27
Tumipampa	27
11-PERSPECTIVES 2024	27

Traitement du minéral.....	27
12-RISQUES ET INCERTITUDES	28
FACTEURS DE RISQUES	28
RISQUES D'EXPLOITATION.....	28
RISQUES FINANCIERS.....	35
13-JUGEMENTS, ESTIMATIONS COMPTABLES ET HYPOTHÈSES	37
13-JUGEMENTS, ESTIMATIONS COMPTABLES ET HYPOTHÈSES (suite)	38
14-MÉTHODES COMPTABLES ET MODIFICATIONS.....	38
Modifications de méthodes comptables et normes comptables publiées, mais non encore appliquées	38
15-MESURES NON CONFORMES AUX IFRS	38
16-CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE DIVULGATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE RELATIF À L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	38
Contrôle et procédures de communication de l'information (« CPCI »).....	38
Contrôle interne relatif à l'information financière (« CIIF »).....	39
Limitations des contrôles et procédures.....	39
Changement au CIIF	39
17-INFORMATION PROSPECTIVE	39
18-INFORMATION CORPORATIVE	40

RAPPORT DE GESTION**Lettre du Président**

Chers actionnaires,

Des 28 ans d'histoire de Dynacor, 2023 aura été une année exceptionnelle. Nous avons atteint une production record de 130 001 onces d'or équivalentes et, par conséquent, un chiffre d'affaires annuel historique de 250,2 millions de dollars US, contre 197,5 millions de dollars US en 2022, soit une augmentation de 26,7%.

Cette réalisation historique est due à l'augmentation de la capacité de traitement de l'usine de notre filiale Veta Dorada, suite à des travaux d'expansion qui ont débuté en 2020, et au travail déployé par nos employés qui sont à la base de la croissance soutenue de la Société.

Notre contribution significative à la production d'or au Pérou, au cours de l'année 2023, nous a permis de nous positionner à la 9^e place du classement des 10 premiers exportateurs d'or et de démontrer notre leadership en tant qu'unique usine de traitement dans ce classement.

En 2023, nous avons engagé près de 2 millions de dollars US pour améliorer l'efficacité de notre usine de Chala (Pérou), en maintenant une capacité de production de 500 t/jour avec, comme objectif d'augmenter notre taux de récupération et de diminuer nos coûts d'opération.

Nous avons également amélioré le processus de traçabilité du minerai acheté auprès de mineurs artisanaux formalisés ou dûment enregistrés dans le Reinfo (Registro Integral de Formalización Minera), le cadre juridique du gouvernement péruvien.

Au cours de l'année, nous nous concentrerons sur la préparation de l'expansion prévue pour les cinq prochaines années. Avec l'arrivée de Denis Rivard, notre nouveau Chef des opérations (COO), en septembre 2023, nous sommes à préparer l'expansion sur le continent africain.

Nous envisageons également une expansion en Amérique latine. À cette fin, nous avons lancé, sous la direction de Jorge Luis Cardenas, notre Vice-Président Opérations Amérique latine, la préparation du capital humain pour exporter notre savoir-faire dans le domaine de l'ASM (Artisanal and Small-Scale Mining). Nos efforts se concentreront également sur le soutien technique aux mineurs artisanaux.

Notre objectif d'assurer la durabilité à long terme de nos activités est attestée, chaque année, par la publication de notre rapport ESG, qui permet à toutes les parties prenantes de prendre connaissance, de manière transparente, des principaux résultats de nos performances environnementales, sociales et de gouvernance, ainsi que de l'incorporation de bonnes pratiques.

En ce sens, la reconnaissance de l'impact social que nous générons avec notre programme PX-Impact a fait qu'actuellement la totalité de notre production d'or est commercialisée sous ce modèle.

Avec la hausse des prix de l'or, la production du secteur ASM devrait continuer à augmenter, non seulement au Pérou, mais aussi dans le monde entier. Nous attendons avec impatience une année 2024 couronnée de succès, grâce à un environnement externe favorable et à notre solide position financière.

Au cours de l'année 2024, nous continuerons à renforcer notre modèle d'entreprise afin de créer une valeur partagée pour toutes nos parties prenantes. Je voudrais également remercier tous nos employés et tous nos actionnaires qui ont permis à Groupe Dynacor d'être ce qu'il est devenu aujourd'hui.

(S) Jean Martineau

Président et chef de la direction, Groupe Dynacor inc.

Introduction

Ce rapport de gestion de Groupe Dynacor inc. (« Dynacor » ou la « Société ») est destiné à aider le lecteur à comprendre les stratégies, opérations et performances financières de la Société et présente les principales activités de la Société qui se sont produites au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023, ainsi que durant la période subséquente allant jusqu'au 26 mars 2024. Ce rapport de gestion sert de complément et de supplément à nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2023 et l'exercice terminé à cette date (« les États financiers »).

La Société a préparé ce rapport de gestion selon le Règlement 51-102, *sur les obligations d'information continue* émises par l'Autorité canadienne en valeurs mobilières.

À moins d'indications contraires, tous les montants sont en dollars américains qui est la devise fonctionnelle et de présentation de la Société.

Pour les besoins ci-après, « nous », « nos », « sa », « son », la « Société » ou « Dynacor » fait référence à Groupe Dynacor inc. et/ou une ou toutes ses filiales. Les informations fournies dans le présent rapport, en date du 26 mars 2024, sont basées sur des hypothèses reliées à des événements et résultats futurs qui peuvent varier. Des informations additionnelles portant sur la Société et ses opérations ont été déposées électroniquement sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com.

Responsabilité à l'égard des rapports financiers

La direction de la Société est responsable de la préparation des États financiers ainsi que des autres renseignements contenus dans ce rapport de gestion (ci-après les « Rapports Financiers »). Le conseil d'administration (le « Conseil ») a la responsabilité de s'assurer que la direction assume ses responsabilités quant aux rapports financiers. Pour assister la direction, le Conseil a nommé un comité d'audit. Ce comité rencontre les membres de la direction afin de discuter des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Société, pour ensuite faire ses recommandations et soumettre les États financiers au Conseil qui les examine et les approuve. Sur recommandation du comité d'audit, le Conseil a approuvé les États financiers et le rapport de gestion le 26 mars 2024.

Les États financiers ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« normes IFRS de comptabilité »), publiées par l'International Accounting Standards Board. Par conséquent, toutes les informations financières présentées dans ce rapport de gestion reflètent l'application des normes IFRS de comptabilité. Les États financiers ont été déposés électroniquement sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com.

Inscription

Dynacor est une société ouverte inscrite à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « DNG ».

Nos activités et stratégies

Les activités de Dynacor consistent en

- la production d'or et d'argent par le biais du traitement de minerai acheté de mineurs artisanaux enregistrés auprès du gouvernement péruvien ;
- le développement de nouvelles activités de traitement de minerai dans la même ou d'autres juridictions ;
- l'exploration de ses propriétés minières au Pérou offrant un potentiel d'extraction d'or et d'autres métaux précieux dans le cadre d'une exploitation commerciale.

La Société achète du minerai auprès de plusieurs petits producteurs locaux et traite ce minerai dans son usine en propriété exclusive pour produire de l'or et de l'argent qu'elle exporte à l'international au prix de marché. Toutes les ventes d'or ont été effectuées auprès d'un seul client. Cependant la Direction considère qu'il n'existe pas de dépendance économique dans la mesure où la Société peut vendre son or à de nombreux clients à travers le monde. La Société possède également des droits sur diverses propriétés au stade de l'exploration incluant sa propriété phare Tumipampa (« Tumipampa ») qui est un prospect aurifère, argentifère et cuprifère.

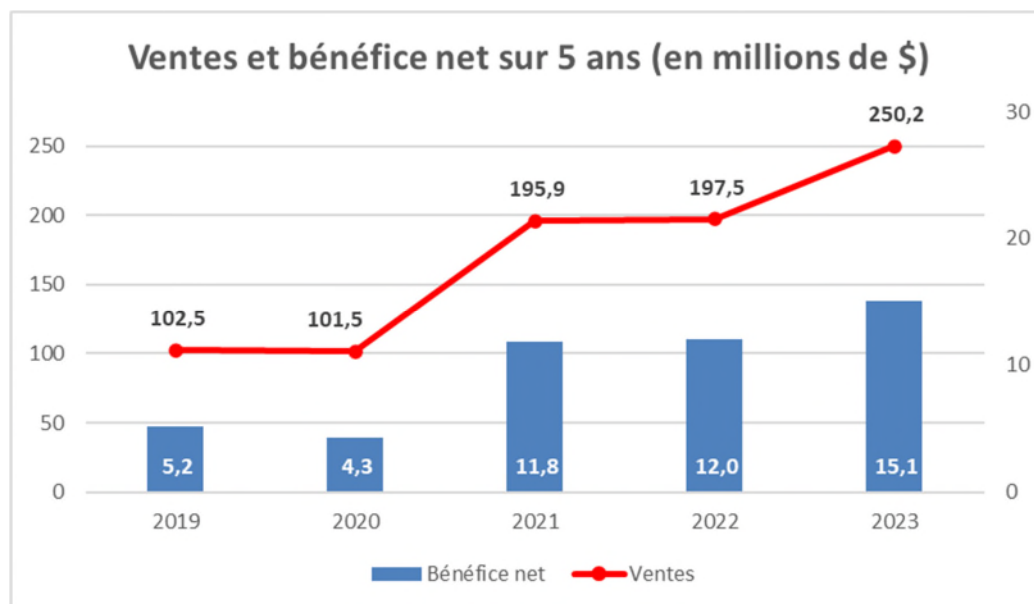
La stratégie de la Société consiste à maximiser la valeur pour ses actionnaires en gérant efficacement ses actifs, en poursuivant sa croissance organique et en profitant des opportunités de croissance stratégiques. Avec ses activités de traitement de minerai, Dynacor a su implanter avec succès une solide et croissante source de flux monétaires qui lui permet de financer ses besoins en investissements actuels ainsi que ses programmes d'exploration et de développement, afin de mieux résister à des conditions de marché difficiles sans avoir nécessairement besoin de recourir aux marchés financiers pour lever les fonds.

Au cours du quatrième trimestre de 2022, la société a achevé l'agrandissement de l'usine dont la capacité de traitement du minerai d'or a augmenté de 16% supplémentaires à 500 tpj contre 430 tpj auparavant. Cette augmentation de capacité fait suite à l'augmentation de 25% achevée mi-2021.

1-APERÇU ET FAITS SAILLANTS DE 2023

APERÇU

Dynacor a terminé son exercice financier 2023 avec des performances de production et financières historiques en enregistrant une 13^{ème} année consécutive de profits. La Société a atteint un record de production de 130 001 onces d'or équivalentes (oz Au Eq) permettant de réaliser des ventes totales de 250,2 millions \$ (337,6 millions \$CA) en augmentation de +26,7% comparativement à 2022 et de réaliser un résultat net de 15,1 millions \$ (0,39 \$US ou 0,53 \$CA par action) en augmentation de +25,8% comparativement à 2022.



2023 a été la première année complète d'opération avec une capacité de traitement de 500 tpj. Grâce au niveau élevé de stock de minerai en début d'année et au volume élevé de minerai approvisionné et acheté, l'usine a pu fonctionner à sa pleine capacité tout au long de l'année, atteignant un nouveau taux moyen de traitement record de 468 tpj.

FAITS SAILLANTS

(Le calcul des variances en % comparé à 2022 sont sur la base de chiffres arrondis)

Opérationnels

- **Volume de minerai approvisionné record.** Le volume de minerai approvisionné a atteint un niveau record de 182 500 tonnes en 2023 (147 500 tonnes en 2022). Les stocks de minerai en fin d'année s'élevaient à plus de 21 000 tonnes ce qui représente plus de 40 jours de traitement ;
- **Volume annuel de traitement record.** En 2023 l'usine Veta Dorada a traité un volume record de 170 668 tonnes de minerai (468 tpj en moyenne) comparativement à 150 819 tonnes en 2022 (413 tpj), soit une augmentation de +13,2% ;
- **Record annuel de production d'or.** En 2023, la production d'or équivalente s'est élevée à 130 001 oz Au eq comparativement à 110 359 oz Au eq en 2022, soit une augmentation de +17,8%.

Financiers

- **La tendance à la hausse des prix de l'or, un effet de change favorable et des performances opérationnelles élevées ont impacté les résultats financiers 2023.** Le prix de l'or a augmenté de 1 840 \$ l'once en janvier à 2 060 \$ l'once en décembre 2023, combiné à une augmentation du tonnage traité ont eu un impact sur la performance financière de 2023 ;
- **Solide trésorerie.** Malgré l'augmentation importante du niveau des stocks de minerai, l'encaisse est demeurée solide à 22,5 millions \$ au 31 décembre 2023 comparativement à 25,6 millions \$ au 31 décembre 2022 ;
- **Augmentation des ventes.** Les ventes se sont élevées à 250,2 millions \$ en 2023 comparativement à 197,5 millions \$ en 2022, soit une augmentation de +26,7% ;
- **Augmentation de la marge brute d'opération en \$.** Marge brute d'opération de 30,2 millions \$ (12,1% des ventes) en 2023 comparativement à 24,4 millions \$ (12,4% des ventes) en 2022 ;
- **Augmentation du résultat opérationnel.** Résultat opérationnel de 22,1 millions \$ en 2023 comparativement à 18,1 millions \$ en 2022, soit une augmentation de +22,1% ;
- **Marge brute monétaire par once d'or équivalente** ⁽¹⁾ de 257 \$ l'once comparativement à 249 \$ l'once en 2022 ;
- **Augmentation du BAIIA.** BAIIA ⁽²⁾ de 25,5 millions \$ comparativement à 21,2 millions \$ en 2022, soit une augmentation de +20,3% ;
- **Flux de trésorerie en hausse.** Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation des éléments du fonds de roulement de 18,6 millions \$ (0,49 \$ par action) ⁽³⁾ comparativement à 14,9 millions \$ (0,38 \$ par action) en 2022 ;
- **Augmentation du revenu net.** Dynacor a enregistré un résultat net record de 15,1 millions \$ en 2023 (0,39 \$ ou 0,53 \$CA par action) comparativement à 12,0 millions \$ (0,31 \$ ou 0,40 \$CA par action) en 2022.

Retour aux actionnaires

- **Rachat d'actions.** 1 127 397 actions ordinaires ont été rachetées pour 2,9 millions \$ (3,9 millions \$CA) en 2023 comparativement à 819 416 actions ordinaires pour 1,9 million \$ (2,4 millions \$CA) en 2022 ;
- **Augmentation des dividendes.** Poursuite des versements du dividende mensuel qui avaient été augmenté de +20% au début de 2023 à 0,12 \$CA par action par année pour un total de 3,4 millions \$. Celui-ci a été récemment de nouveau augmenté à 0,14 \$CA par année à compter de janvier 2024.

(Le calcul des variances et les explications figurent en section 4.)

⁽¹⁾ « Marge brute monétaire par once d'or équivalente » est calculée en soustrayant le coût des ventes monétaire moyen du prix de vente moyen et est une mesure de rendement non conforme aux normes IFRS de comptabilité. Il est en conséquence possible que cette mesure ne soit pas comparable avec une mesure similaire d'une autre société. Voir la section 15 « Mesures non conforme aux IFRS » de ce rapport de gestion

⁽²⁾ Le BAIIA « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement » est une mesure de rendement non conforme aux normes IFRS de comptabilité. Il est en conséquence possible que cette mesure ne soit pas comparable avec une mesure similaire d'une autre société. La Société utilise cette information comme indicateur de trésorerie générée par ses opérations et permet aux investisseurs de comparer la rentabilité de la Société avec d'autres en éliminant l'effet de différentes bases d'actifs, l'effet dû aux différentes structures fiscales et l'effet des différentes structures de capital. Voir la page 17 de ce rapport de gestion pour le calcul du BAIIA. Voir la section 15 « Mesures non conforme aux IFRS » de ce rapport de gestion.

⁽³⁾ Les flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation des éléments du fonds de roulement par action sont une mesure de rendement non conforme aux normes IFRS de comptabilité. Il est en conséquence possible que cette mesure ne soit pas comparable avec une mesure similaire d'une autre société. Voir la page 16 de ce rapport de gestion pour le calcul de cette mesure. Voir la section 15 « Mesures non conforme aux IFRS » de ce rapport de gestion. La Société utilise cette information, qui peut également être utile aux investisseurs comme élément comparatif vis-à-vis du prix de l'action sur le marché.

2-TENDANCES ÉCONOMIQUES CLÉS

Prix de l'or

Au cours de 2023, le prix du marché de l'or a suivi une tendance à la hausse affectant positivement la marge brute de la Société.

Ci-dessous, le graphique du prix global de marché de l'or pour 2023 et 2022. En décembre 2023, le prix moyen du marché de l'or a dépassé les 2 000 \$/oz.



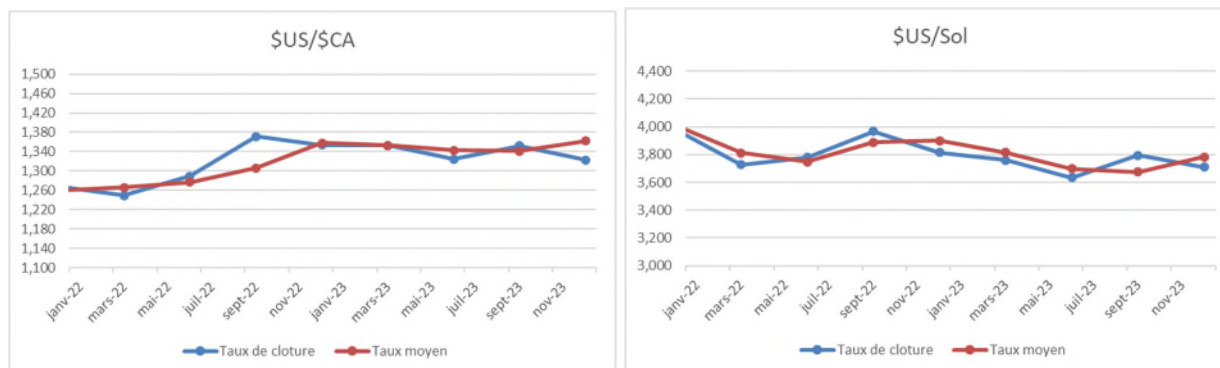
En 2024, à ce jour, le prix de l'or a été stable en janvier / février avant une hausse significative en mars. A la date de ce rapport il est de 2 171 \$/oz.

Taux de change

Les taux de change de clôture et taux moyens pour 2023 et 2022 étaient comme suit :

	\$US/\$CA		\$US/\$CL	
	2023	2022	2023	2022
31 décembre (taux de clôture)	1,323	1,354	3,709	3,814
T-4 (taux moyen)	1,362	1,358	3,782	3,899
30 septembre (taux de clôture)	1,352	1,371	3,794	3,968
T-3 (taux moyen)	1,341	1,306	3,673	3,887
30 juin (taux de clôture)	1,324	1,289	3,632	3,779
T-2 (taux moyen)	1,343	1,277	3,699	3,747
31 mars (taux de clôture)	1,353	1,250	3,758	3,726
T-1 (taux moyen)	1,353	1,266	3,815	3,811
Taux moyen annuel	1,350	1,301	3,730	3,837

Taux de change (suite)

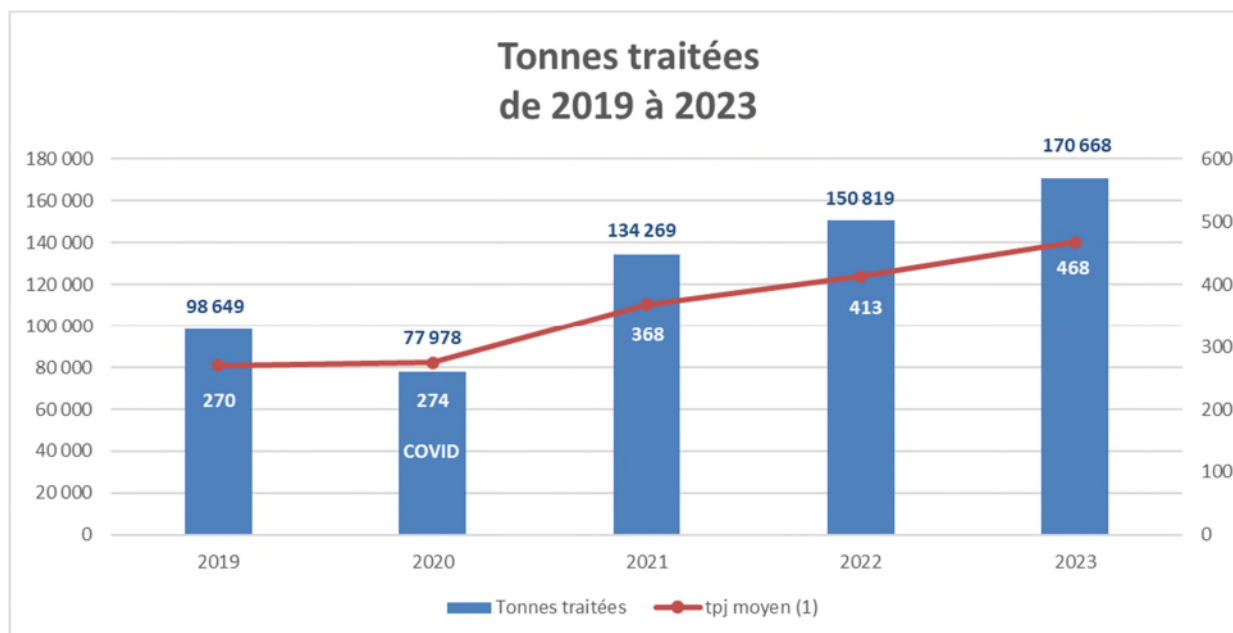


En 2023, pour la deuxième année de suite, le sol péruvien s'est apprécié par rapport au dollar américain de +2,8% comparativement à +4,3% en 2022.

La Société n'a aucun contrat de couverture.

3-PERFORMANCE GLOBALE

En 2023, plus de 182 500 tonnes ont été livrées à Veta Dorada, permettant à l'usine de fonctionner à sa pleine capacité et de traiter plus de 170 000 tonnes de minerai durant l'année.

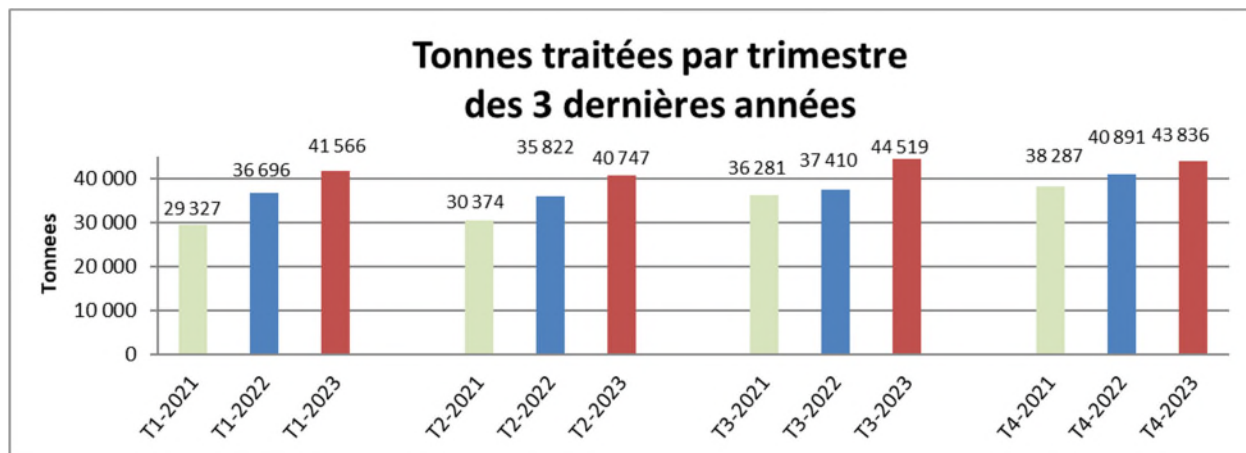


Ces tonnes traitées représentent un niveau historiquement élevé pour la Société.

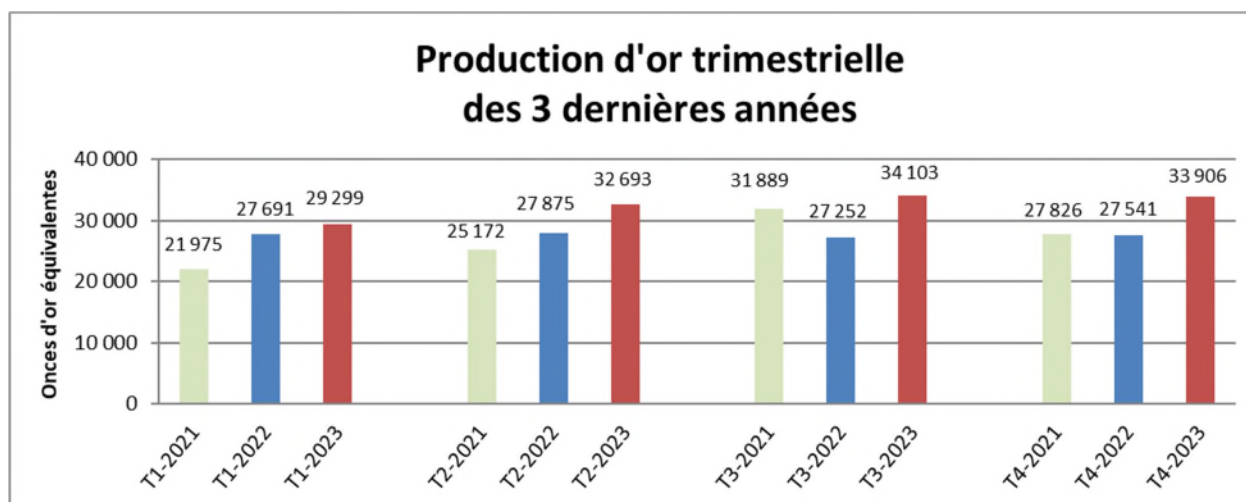
(1) Considérant 285 jours possibles de production en 2020 (en considérant les restrictions liées à la Covid-19 forçant à la fermeture de l'usine du 16 mars au 5 juin 2020) et 365 jours les autres années.

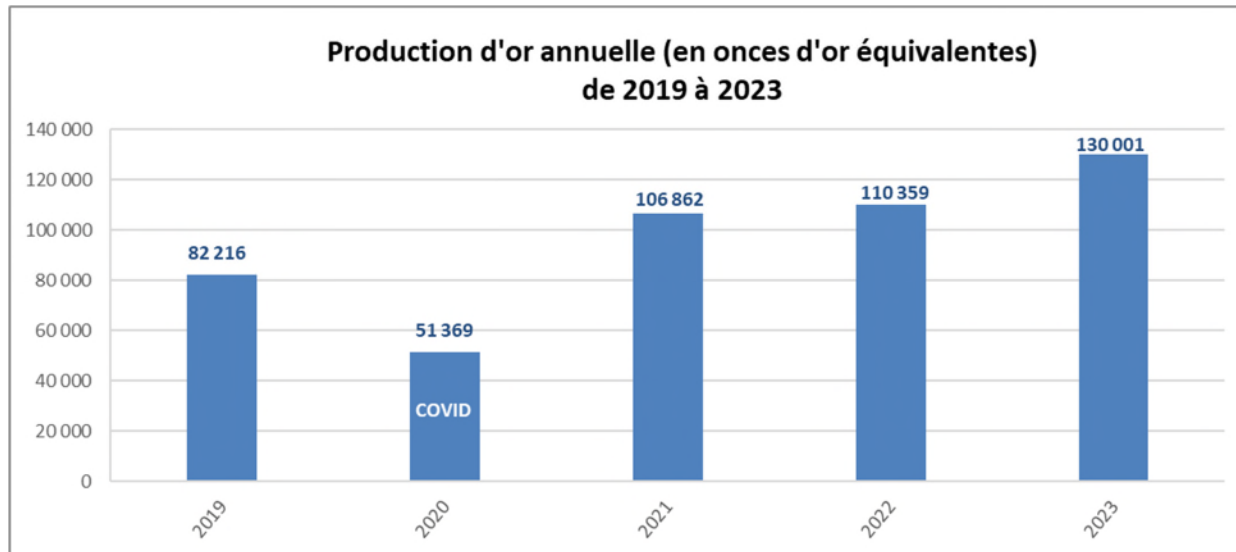
3-PERFORMANCE GLOBALE (suite)

En 2023, l'usine a pu traiter à sa pleine capacité tout au long de l'année dont trois mois à plus de 15 000 tonnes.



Globalement, en 2023, la production a été favorablement impactée par la hausse de la teneur moyenne du minerai traité.



3-PERFORMANCE GLOBALE (suite)

Depuis 2021, la production d'or a bénéficié des augmentations de capacité. En 2020, la production d'or de la Société avait souffert d'une baisse des teneurs du minerai approvisionné et de l'arrêt forcé de trois mois, conséquence de la pandémie de Covid-19.

Comme illustré à la page 9, le prix moyen du marché de l'or était de 1 943 \$/oz en 2023 ce qui est plus élevé que les quatre années précédentes (1 801 \$/oz en 2022, 1 800 \$/oz en 2021, 1 770 \$/oz en 2020 et 1 393 \$/oz en 2019). Nos ventes et notre marge brute sont impactées à la fois par le prix du marché de l'or et sa tendance (à la hausse ou à la baisse).

4-RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET OPÉRATIONS DE TRAITEMENT DE MINÉRAI D'OR**Etat du résultat global consolidé**

(en \$'000)	Exercices terminés le 31 décembre,	
	2023	2022
Ventes	250 189	197 545
Coût des ventes	(219 989)	(173 120)
Marge brute d'opération	30 200	24 425
Frais généraux et d'administration	(7 096)	(5 970)
Autres projets	(1 005)	(318)
Résultat opérationnel	22 099	18 137
Produits financiers nets de charges	750	85
Gain (perte) de change	98	(105)
Résultat avant impôts sur le résultat	22 947	18 117
Impôts exigibles	(8 311)	(6 548)
Impôts différés	432	445
Résultat net et global	15 068	12 014
Résultat par action		
De base	\$0,39	\$0,31
Dilué	\$0,39	\$0,30

Les ventes totales se sont élevées à 250,2 millions \$ comparativement à 197,5 millions \$ en 2022. L'augmentation de 52,7 millions \$ s'explique par l'augmentation des quantités vendues et du prix de vente moyen, pour respectivement +35,1 millions \$ et +17,6 millions \$.

La marge brute d'opération s'est élevée à 30,2 millions \$ (12,1% des ventes) en 2023 comparativement à 24,4 millions \$ (12,4% des ventes) en 2022. La marge brute d'opération en dollars de 2023 a été positivement impactée par des ventes plus élevées et par la tendance favorable des prix du marché de l'or comparativement à 2022.

Les frais généraux et d'administration se sont élevés à 7,1 millions \$ en 2023, comparativement à 6,0 millions \$ en 2022. L'augmentation est principalement expliquée par l'augmentation de la masse salariale et de la rémunération à base d'actions.

Les autres projets représentent les dépenses encourues par la Société pour reproduire son modèle d'affaires unique dans la même ou d'autres juridictions.

Une charge d'impôts de 7,9 millions \$ a été enregistrée en 2023. Cette charge d'impôts inclut 0,5 million \$ de retenues d'impôts payées sur les dividendes reçus d'une filiale et un recouvrement d'impôt différé de 0,5 million \$ (sans impact sur la trésorerie). La charge ou le recouvrement d'impôts différés s'explique principalement par la variation tout au long de la période du sol péruvien comparativement au dollar américain affectant la base taxable locale des actifs à long terme.

Production, ventes et marge brute d'opération

La production et les ventes d'or pour les exercices et les quatrièmes trimestres terminé le 31 décembre 2023 et 2022 se résument comme suit :

	Pour les exercices terminé le 31 décembre		Pour les quatrièmes trimestres terminé le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
	onces	onces	onces	onces
Production d'or (onces d'or équivalentes)	130 001	110 359	33 906	27 541
Ventes d'or (onces d'or équivalentes)	129 213	109 728	33 098	27 358
	(en '000 \$)	(en '000 \$)	(en '000 \$)	(en '000 \$)
Ventes totales	250 189	197 545	65 555	47 523
Coût des ventes monétaires ⁽¹⁾	(216 919)	(170 209)	(57 033)	(40 597)
Marge brute d'opération monétaire ⁽²⁾	33 270	27 336	8 522	6 926
Amortissement	(3 070)	(2 911)	(785)	(824)
Marge brute d'opération	30 200	24 425	7 737	6 102
Marge brute d'opération par once d'or équivalente (\$ par once)	234	223	234	223
Prix moyen du marché de l'or (\$ par once)	1 943	1 801	1 976	1 729
Marge brute monétaire par once d'or équivalente vendue	\$/once (*)	\$/once (*)	\$/once (*)	\$/once (*)
Prix de vente moyen	1 936	1 800	1 981	1 737
Coût des ventes monétaire moyen ⁽³⁾	(1 679)	(1 551)	(1 723)	(1 484)
Marge brute monétaire ⁽⁴⁾	257	249	258	253

(*) par once d'or équivalente

La marge brute monétaire 2023 était de 257 \$ l'once vs. 249 \$ l'once en 2022.

⁽¹⁾ « Coût des ventes monétaire » est le coût des ventes excluant l'amortissement et est une mesure de rendement non conforme aux normes IFRS de comptabilité. Il est en conséquence possible que cette mesure ne soit pas comparable avec une mesure similaire d'une autre société. Voir la section 15 "Mesures non conformes aux IFRS" de ce rapport de gestion.

⁽²⁾ « Marge brute d'opération monétaire » est la marge brute d'opération excluant l'amortissement et est une mesure de rendement non conforme aux normes IFRS de comptabilité. Il est en conséquence possible que cette mesure ne soit pas comparable avec une mesure similaire d'une autre société. Voir la section 15 « Mesures non conformes aux IFRS » de ce rapport de gestion.

⁽³⁾ « Coût des ventes monétaire moyen » est calculé en divisant le coût des ventes (avant amortissement) par le volume des ventes en onces équivalentes et est une mesure de rendement non conforme aux normes IFRS de comptabilité. Il est en conséquence possible que cette mesure ne soit pas comparable avec une mesure similaire d'une autre société. Voir la section 15 « Mesures non conformes aux IFRS » de ce rapport de gestion.

⁽⁴⁾ « Marge brute monétaire par once d'or équivalente » est calculée en soustrayant le coût des ventes monétaire moyen du prix de vente moyen et est une mesure de rendement non conforme aux normes IFRS de comptabilité. Il est en conséquence possible que cette mesure ne soit pas comparable avec une mesure similaire d'une autre société. Voir la section 15 « Mesures non conformes aux IFRS » de ce rapport de gestion.

Ces mesures non conformes aux normes IFRS de comptabilité sont utilisées par la direction comme indicateur du montant d'encaisse brut qui peut être généré par la production d'unité (once) d'or.

Analyse de la variation du résultat net et global

La variation de résultat net et global entre 2022 et 2023 s'explique comme suit :

(en millions \$)

	2022 vs. 2023
Résultat net 2022	12,0
Augmentation de la marge brute d'opérations	5,8
Augmentation des frais généraux et d'administration	(1,1)
Augmentation des autres projets	(0,7)
Augmentation des produits financiers	0,7
Diminution des pertes de change	0,2
Augmentation de la charge d'impôts exigible	(1,8)
Variation totale	3,1
Résultat net 2023	15,1

La variation de la marge brute d'opération et des frais généraux et d'administration qui représentent la principale variation du résultat net a été expliquée aux pages précédentes.

La variation de résultat net et global entre T4-2022 et T4-2023 s'explique comme suit :

(en millions \$)

	T4-2022 vs. T4-2023
Résultat net T4-2022	3,5
Augmentation de la marge brute d'opération	1,7
Augmentation des frais généraux et d'administration	(0,5)
Augmentation des autres projets	(0,3)
Augmentation des produits financiers	0,1
Augmentation de la charge d'impôts exigible	(1,0)
Diminution de la charge d'impôts différés	0,1
Variation totale	0,1
Résultat net T4-2023	3,6

Conciliation des mesures de rendement non conforme aux IFRS

(en '000 \$)	Exercice terminé le 31 décembre	
	2023	2022
Conciliation du résultat net et global au BAIIA⁽¹⁾		
Résultat net et global	15 068	12 014
Impôts sur le résultat (exigibles et différés)	7 879	6 103
Produits financiers nets de charges	(757)	(85)
Amortissement	3 349	3 205
BAIIA⁽¹⁾	25 539	21 237
Conciliation du flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation des éléments du fonds de roulement par action ⁽²⁾		
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles avant la variation des éléments du fonds de roulement (en '000 \$)	18 571	14 892
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de base (en '000 \$)	38 282	38 684
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation des éléments du fonds de roulement par action ⁽²⁾	0,49 \$	0,38 \$

- (1) Le BAIIA « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements » est une mesure de rendement non conforme aux normes IFRS de comptabilité. Il est en conséquence possible que cette mesure ne soit pas comparable avec une mesure similaire d'une autre société. La Société utilise cette information comme indicateur de fonds générés par ses opérations et permet aux investisseurs de comparer la rentabilité de la Société avec d'autres en éliminant l'effet de différentes bases d'actifs, l'effet dû aux différentes structures fiscales et l'effet des différentes structures de capital. Voir la section 15 « Mesures non conformes aux IFRS » de ce rapport de gestion.
- (2) Les flux de trésorerie des activités opérationnelles par action sont une mesure de rendement non conforme aux normes IFRS de comptabilité. Il est en conséquence possible que cette mesure ne soit pas comparable avec une mesure similaire d'une autre société. Voir la section 15 « Mesures non conformes aux IFRS ». La Société utilise cette information, qui peut également être utile aux investisseurs comme élément comparatif vis-à-vis du prix de l'action sur le marché.

Opérations de traitement de minerai et données financières

Voici un tableau expliquant les écarts entre les exercices se terminant les 31 décembre 2023 et 2022.

Sommaire des opérations de traitement de minerai	2023	Commentaires et explications des écarts	2022	Écarts en %
Tonnes traitées (en TMS)	170 668	Comme l'an dernier l'usine a tourné à sa pleine capacité au cours de l'année. La capacité a été augmentée de 16% en novembre 2022.	150 819	+13,2%
Volume quotidien de traitement moyen (en TMS) ⁽¹⁾	468	En ligne avec la variation du volume de minerai traité.	413	+13,3%
Onces produites (Onces d'or équivalentes)	130 001	En ligne avec la variation du volume de minerai traité.	110 359	+17,8%
Onces vendues (Onces d'or équivalentes)	129 213	En ligne avec la production et la variation d'inventaire.	109 728	+17,8%
Données financières				
Ventes (millions \$)	250,2	Augmentation des quantités vendues (+35,1 millions \$) à des prix de ventes moyens plus élevés (+17,6 million \$).	197,5	+26,7%
Prix de vente moyen par once (Onces d'or équivalentes) (\$)	1 936	Cohérent avec le prix de marché moyen de l'or et le timing des exportations.	1 800	+7,6%
Marge brute d'opération (millions \$)	30,2	L'augmentation est attribuable à la hausse des ventes.	24,4	+23,8%
Marge brute d'opération (% des ventes)	12,1%	En ligne avec l'année précédente.	12,4%	(2,4%)
Marge brute par once d'or équivalente vendue (\$)	234	Augmentation due à la hausse du prix de vente moyen.	223	+4,9%
Marge brute monétaire par once d'or équivalente vendue (\$)	257	Augmentation due à la hausse du prix de vente moyen.	249	+3,2%
BAIIA (millions \$)	25,5	En ligne avec l'augmentation de la marge brute d'opération.	21,2	+20,3%
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles avant variation des éléments du fonds de roulement (millions \$)	18,6	En ligne l'augmentation du BAIIA.	14,9	+24,8%
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation des éléments du fonds de roulement par action (\$)	0,49	En ligne l'augmentation du BAIIA et du nombre d'actions en circulation.	0,38	+28,9%
Résultat net (millions \$)	15,1	Les principales variations proviennent de l'augmentation de la marge brute d'opération (+5,8 millions \$) partiellement compensée par l'augmentation de la charge d'impôts (-1,8 millions \$).	12,0	+25,8%
Résultat par action (\$)	0,39	En ligne avec la variation du résultat net et du nombre d'actions en circulation.	0,31	+25,8%

(Toutes les variations en % ont été calculées à partir des chiffres arrondis)

(1) Considérant 365 jours

Opérations de traitement de minerai et données financières (suite)

Voici un tableau expliquant les écarts entre T4-2023 et T4-2022.

Sommaire des opérations de traitement de minerai	T4-2023	Commentaires et explications des écarts	T4-2022	Écarts en %
Tonnes traitées (en TMS)	43 836	Comme l'an dernier l'usine a tourné à sa pleine capacité au cours du trimestre. La capacité a été augmentée de 16% en novembre 2022.	40 891	+7,2%
Volume quotidien de traitement moyen (en TMS) ⁽¹⁾	476	En ligne avec la variation du volume de minerai traité.	444	+7,2%
Onces produites (Onces d'or équivalentes)	33 906	En ligne avec l'augmentation des volumes traités à une teneur plus faible.	27 541	+23,1%
Onces vendues (Onces d'or équivalentes)	33 098	En ligne avec la production et la variation d'inventaire.	27 358	+21,0%
Données financières				
Ventes (millions \$)	65,6	Augmentation des quantités vendues (+10,0 millions \$) à des prix de ventes moyens plus élevés (+8,1 million \$).	47,5	+38,1%
Prix de vente moyen par once (Onces d'or équivalentes) (\$)	1 981	Cohérent avec le prix de marché moyen de l'or et le timing des exportations.	1 737	+14,0%
Marge brute d'opération (millions \$)	7,7	L'augmentation est attribuable à la hausse des ventes.	6,1	+26,2%
Marge brute d'opération (% des ventes)	11,8%	Diminution due à des coûts de traitement plus élevés.	12,8%	(7,8%)
Marge brute par once d'or équivalente vendue (\$)	234	Augmentation due à la hausse des ventes à un taux de marge plus faible.	223	+4,9%
Marge brute monétaire par once d'or équivalente vendue (\$)	258	En ligne avec le trimestre comparatif.	253	+2,0%
BAIIA (millions \$)	6,2	En ligne avec l'augmentation de la marge brute d'opération.	5,4	+14,8%
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles avant variation des éléments du fonds de roulement (millions \$)	4,5	En ligne l'augmentation du BAIIA.	4,3	+4,7%
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation des éléments du fonds de roulement par action (\$)	0,12	En ligne l'augmentation du BAIIA et du nombre d'actions en circulation.	0,11	+9,1%
Résultat net (millions \$)	3,6	Les principales variations proviennent de l'augmentation de la marge brute d'opération (+1,7 million \$) partiellement compensée par l'augmentation de la charge d'impôts (-1,0 million \$).	3,5	+2,9%
Résultat par action (\$)	0,09	En ligne avec le trimestre comparatif.	0,09	-

(Toutes les variations en % ont été calculées à partir des chiffres arrondis)

(1) Considérant 92 jours potentiel de production.

5-FLUX DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS

Toutes les activités qui impactent les flux de trésorerie de la Société sont résumées ci-dessous :

(en '000 \$)	Pour les exercices terminés le 31 décembre		Pour les périodes de trois mois terminées le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Activités opérationnelles				
Résultat net, après ajustement des éléments sans impact sur la trésorerie	18 571	14 892	4 416	4 304
Variation des éléments du fonds de roulement	(8 963)	(8 664)	(10 982)	(7 612)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	9 608	6 228	(6 566)	(3 308)
Activités d'investissement				
Acquisitions nettes d'immobilisations Corporelles, net du produit de disposition	(6 420)	(3 480)	(705)	(995)
Ajouts aux actifs au titre de la prospection et de l'évaluation	(30)	(28)	(11)	(5)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(6 450)	(3 508)	(716)	(1 000)
Activités de financement				
Paielements liés aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	-	(154)	-	(40)
Remboursement d'obligation sur contrats de location	(66)	(112)	(18)	(8)
Produit de l'exercice d'options d'achat d'actions	76	877	27	5
Rachats d'actions ordinaires	(2 891)	(1 863)	(2 418)	(461)
Dividendes payés	(3 399)	(2 973)	(831)	(706)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(6 280)	(4 225)	(3 240)	(1 210)
Variation de l'encaisse au cours de la période	(3 122)	(1 505)	(10 522)	(5 518)
Effet des fluctuations de taux de change sur l'encaisse	8	1	1	74
Encaisse à l'ouverture de la période	25 595	27 099	33 002	31 039
Encaisse à la clôture de la période	22 481	25 595	22 481	25 595

Activités opérationnelles

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant les variations des éléments du fonds de roulement se sont élevés à 18,6 millions \$ comparativement à 14,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles se sont élevés à 9,6 millions \$ comparativement à 6,2 millions \$ en 2022. Les variations des éléments du fonds de roulement se sont élevées à (-9,0 millions \$) comparativement à (-8,7 millions \$) en 2022.

Activités d'investissement

En 2023, la Société a investi 6,5 millions \$ dont 3,0 millions \$ pour l'achat d'un bureau à Lima, des investissements à l'usine et l'acquisition de véhicules. Tous les investissements sont financés par les flux de trésorerie générés en interne.

Les additions d'actifs au titre de la prospection et de l'évaluation ont été limitées au maintien et à la conservation des actifs en 2023 et 2022.

Activités de financement

En 2023, des dividendes mensuels de 0,01 \$CA par action représentant un total annuel de 0,12 \$CA ont été versés pour une contrepartie totale de 3,4 millions \$ (4,6 millions \$CA). En 2022, des dividendes mensuels de 0,0083 \$CA par action représentant un total annuel de 0,10\$CA avaient été versés pour une contrepartie totale de 3,0 millions \$ (3,9 millions \$CA).

En 2023, 1 127 397 actions ordinaires ont été rachetées dans le cadre du programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société pour une contrepartie monétaire de 2,9 millions \$ ou 3,9 millions \$CA (819 416 actions pour une contrepartie monétaire de 1,9 million \$ (2,4 millions \$CA) en 2022).

Fonds de roulement et liquidités

Au 31 décembre 2023, la Société avait un fonds de roulement de 50,8 millions \$ dont 22,5 millions \$ en encaisse (43,7 millions \$ dont 25,6 millions \$ en encaisse au 31 décembre 2022).

6-ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en \$'000)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Encaisse	22 481	25 595
Comptes recevables	13 328	12 298
Stocks	31 925	16 447
Frais payés d'avance	277	223
Impôts à recevoir	-	371
Immobilisations corporelles	24 590	21 392
Actifs au titre des droits d'utilisation	613	701
Actifs au titre de la prospection et de l'évaluation	18 566	18 543
Autres actifs non courants	-	1 332
Total des actifs	111 780	96 902
Créditeurs et frais courus	15 357	11 168
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	3 724	3 642
Impôt à payer	1 799	-
Passifs d'impôts différés	677	1 110
Obligations locatives	636	701
Capitaux propres	89 587	80 281
Total des passifs et des capitaux propres	111 780	96 902

Actifs et passifs courants

Au 31 décembre 2023, l'actif total s'élevait à 111,8 millions \$ (96,9 millions \$ au 31 décembre 2022). Les principales variations de l'exercice 2023 proviennent de l'augmentation significative des stocks (principalement de minerai) et de la variation des comptes payables et autres passifs.

Les comptes recevables s'élèvent à 13,3 millions \$ (12,3 millions \$ au 31 décembre 2022) et se composent principalement de créances clients qui ont été encaissées début janvier 2024 (4,0 millions \$), de deux mois de taxes à la consommation (IGV) à recevoir (9,0 millions \$) qui ont été entièrement encaissées après la clôture et les avances nettes aux fournisseurs pour les achats de minerai (0,3 million \$).

Les immobilisations corporelles s'élèvent à 24,6 millions \$ (21,4 millions \$ au 31 décembre 2022) et sont principalement composées de l'usine de Veta Dorada et de la capitalisation des coûts de démantèlement futur.

Les actifs au titre de la prospection et de l'évaluation atteignent 18,6 millions \$ (18,5 millions \$ au 31 décembre 2022) et sont composés principalement de travaux d'exploration capitalisés sur la propriété Tumipampa.

Passifs non courants et obligations contractuelles

Paiements exigibles par période (en '000 \$)					
Obligations contractuelles	Moins d'un an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Au-delà 5 ans	Total
Créditeurs et frais courus	11 535	-	-	-	11 535
Autres engagements vis-à-vis de fournisseurs	420	20	100	-	540
Obligations locatives ⁽¹⁾	96	84	259	416	855
Location à court-terme	100	-	-	-	100
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ⁽²⁾	-	-	1 489	3 297	4 786
	12 151	104	1 848	3 713	17 816

(1) Le montant diffère du montant des états financiers consolidés du fait qu'il inclut les intérêts prévus jusqu'au terme de l'entente correspondante.

(2) Le montant diffère du montant des états financiers consolidés du fait qu'il représente la valeur non actualisée du programme de travail inclus au rapport d'évaluation indépendant.

En 2023 et 2022, la Société a respecté toutes ses obligations. La Société est assujettie à des règles concernant la protection de l'environnement. En vertu de ces règles, des travaux de réhabilitation doivent être effectués de façon progressive en cours de l'exploitation. La Direction revoit ses obligations liées aux mises hors service des immobilisations corporelles (« OMHS ») de manière régulière.

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les 3,7 millions \$ de provisions pour mises hors service concernent entièrement l'usine Veta Dorada.

Ces estimations peuvent varier à la suite de changements de lois et de règlements ou à la suite de faits nouveaux. Au 31 décembre 2023, la Société a mis en place des lettres de crédit de soutien en faveur du MEM pour la mise hors service de ces usines de traitement et les propriétés d'exploration pour un total de 3,7 millions \$ (2,3 millions \$ au 31 décembre 2022).

Aux 31 décembre 2023 et 2022, le montant total prévu des flux de trésorerie estimatif nécessaire pour la mise hors service de ces usines de traitement et les propriétés d'exploration est de 4,8 millions \$, dont la période estimée des décaissements s'étale jusqu'à 15 ans.

Passifs éventuels

Les 26 octobre 2021, 28 octobre 2022 et 29 décembre 2022 respectivement, la filiale péruvienne a reçu des avis de cotisation des autorités fiscales péruviennes, en Sols péruviens, portant sur les exercices 2015, 2016 et 2017 et s'élevant à un total équivalent à 16,0 millions \$ incluant 12,0 millions \$ en intérêts et pénalités. Depuis la réception des avis de cotisations, les intérêts supplémentaires sont estimés à 1,4 million \$. Le principal point des avis porte sur les achats de minerai auprès de certains fournisseurs, qualifiés de transaction non réelles par les autorités fiscales locales et ainsi considérées non déductibles.

La Société et ses conseillers légaux et fiscaux croient fermement que les achats de minerai sont des transactions réelles et déductibles. Pour cette raison, la Société a contesté ces avis de cotisation.

Au 31 décembre 2023, une provision de 0,7 millions \$ (incluant 0,6 million \$ en intérêts et pénalités) a été enregistrée pour les positions fiscales incertaines autres que la déductibilité des achats de minerai. Bien que la Société considère que les jugements et estimés réalisés sont raisonnables, les résultats pourraient différer des estimations et avoir un impact significatif sur les états financiers consolidés.

Capitaux propres

En 2023, 57 500 options ont été exercées et 1 127 397 actions rachetées résultant en une augmentation de capital-actions de 0,5 million \$.

En dehors de ces éléments, les transactions affectant les capitaux propres sont reflétées dans la section sur les activités de financement.

Ressources en capital et gestion du capital

La Société génère des flux de trésorerie de ses activités de traitement de minerai. Ces flux sont réinvestis dans les opérations commerciales et d'exploration de la Société. La Société a accès au marché des capitaux et pourrait à certaines occasions se tourner vers ces marchés dans le but de financer un programme d'exploration, ses besoins en capital et/ou projet ou opportunités d'investissement. Au 31 décembre 2023, la Société a les ressources nécessaires pour rencontrer ses obligations pour l'année en cours, toutefois la direction est toujours à la recherche d'opportunités de financement ou d'investissement qui pourrait contribuer à la croissance de la Société.

La structure de capital de la Société est composée du capital-actions, des options d'achat d'actions et les unités d'action différées (« UAD »). La Société gère sa structure de capital et apporte des modifications conformément aux conditions économiques et aux conditions liées à ses actifs. La Société a la capacité de réunir des capitaux, s'il y a lieu, afin de répondre à ses besoins et tirer parti des occasions qui se présentent, et de ce fait, elle n'a pas de taux d'endettement cible.

La Société n'est soumise à aucune exigence externe en ce qui a trait à son capital.

Les objectifs de gestion du capital de la Société sont de :

- i) préserver la capacité de la Société à poursuivre ses activités afin qu'elle puisse procurer un rendement pour les actionnaires et maintenir une structure de capital optimale en vue d'accroître la valeur du capital des actionnaires à long terme ;
- ii) s'assurer qu'elle dispose d'un capital suffisant pour répondre à ses besoins à court terme et assurer le développement de ses projets et de ses activités minières ;
- iii) satisfaire aux exigences externes en matière de capitaux liés aux emprunts ;
- iv) maintenir une structure du capital optimale et réduire le coût d'emprunt.

La Société n'est assujettie à aucune exigence de capital imposée de l'externe. Toutefois, pour la filiale péruvienne de la Société, la loi générale sur les sociétés (Pérou) prévoit qu'un minimum de 10% du bénéfice distribuable de chaque année doit être affecté à un compte de réserve légale jusqu'à ce que ce compte atteigne 20% de son capital (3,0 millions \$ aux 31 décembre 2023 et 2022). Dynacor peut transférer les fonds de ce compte de réserve légale, mais la Société sera obligée de remplacer ces fonds au cours de l'année suivante.

Activités hors bilan

La Société n'a pas conclu d'ententes hors bilan significatives en 2023.

7- INFORMATION ANNUELLE SÉLECTIONNÉE ET REVUE TRIMESTRIELLE**Information annuelle sélectionnée**

Données financières (en millions \$US)	2023	2022	2021
Ventes totales	250,2	197,5	195,9
Résultat net	15,1	12,0	11,8
Résultat net de base par action (en \$US)	0,39 \$	0,31 \$	0,30 \$
Actifs totaux	111,8	96,9	91,4

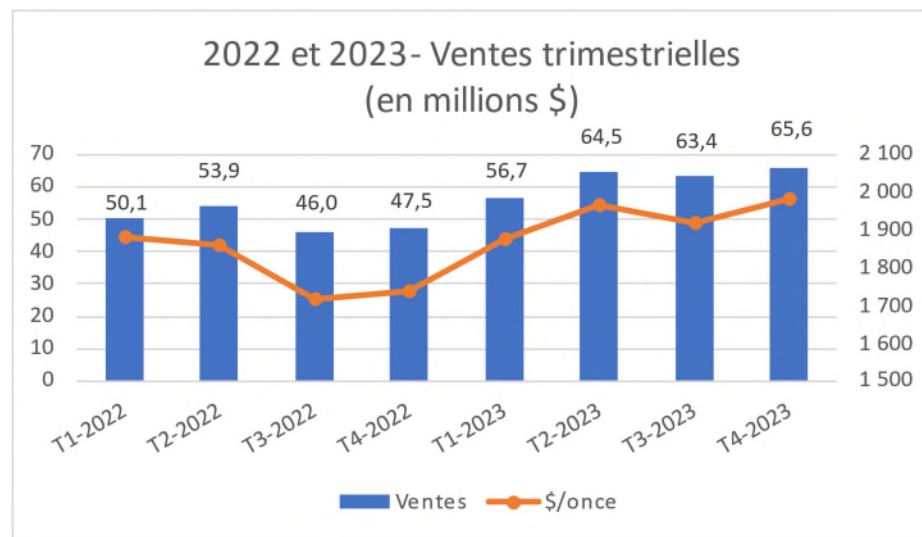
Les ventes sont liées au volumes d'or produits et vendus et à la variation du prix de marché de l'or. Le résultat net est principalement impacté par la tendance du prix de marché de l'or.

Revue trimestrielle

(non auditée, conforme à IAS 34)

Données financières (en '000 \$)	2023				2022			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Ventes	65 555	63 428	64 472	56 733	47 523	45 998	53 944	50 080
Coût des ventes	57 818	56 450	56 817	48 904	41 421	41 485	47 659	42 555
Amortissement	866	866	833	784	936	799	787	683
Frais généraux et d'administration	2 081	1 648	1 814	1 553	1 588	1 229	1 756	1 397
Perte (gain) de change	(55)	168	(161)	(50)	(105)	127	65	18
Impôts sur les bénéfices	1 944	2 662	1 485	1 788	1 108	2 316	1 792	887
Résultat net	3 578	2 544	4 478	4 467	3 511	801	2 576	5 126
Acquisition d'immobilisations corporelles	720	945	1 126	3 747	1 058	792	1 154	629
Addition de coûts d'évaluation et de prospection	11	2	17	-	4	-	23	-
Marge brute d'opération (%)	11,8%	11,0%	11,9%	13,8%	12,8%	9,8%	11,7%	15,0%
Résultat global par action (\$)								
De base	0,09	0,07	0,12	0,11	0,09	0,02	0,07	0,13
Dilué	0,09	0,07	0,12	0,11	0,09	0,02	0,06	0,13

Revue trimestrielle (suite)



Résultats du quatrième trimestre (voir l'analyse des variations à la section 4).

8-DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Données sur les actions en circulation (au 26 mars 2024)

	<u>Nombre</u>
Actions ordinaires	36 523 356
Unités d'actions différées	636 844
Options d'achat d'actions	1 122 825

Postérieurement au 31 décembre 2023, la Société a racheté 926 800 actions ordinaires pour une contrepartie monétaire de 2 751 499 \$ (3 705 613 \$CA), à un coût de rachat moyen de 2,97 \$ (4,00 \$CA) par action.

9-TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES**Principaux dirigeants**

Les principaux dirigeants incluent ceux qui ont l'autorité et la responsabilité pour la planification, la direction et le contrôle des activités de la Société dans son ensemble. Les principaux dirigeants de la Société sont la haute direction soit le Chef de la direction, le Chef de la direction financière, le Chef des opérations ainsi que le vice-président Opérations Amérique latine.

La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	Exercices terminés les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Salaires, avantages sociaux et rémunération des administrateurs	1 468 654	1 258 445
Rémunération fondée sur des actions ⁽¹⁾	495 095	230 177
	1 963 749	1 488 622

⁽¹⁾ Représente le coût de la rémunération fondée sur des actions et la charge d'UAD comptabilisé à l'état consolidé du résultat global durant l'année.

Autres apparentées

Dans le cours normal des affaires et à la valeur d'échange, soit le montant établi et accepté par les parties pour les exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022 :

Une firme, dont le secrétaire corporatif de la Société est un associé, a chargé des honoraires professionnels s'élevant à 105 297 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 (85 717 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022).

Un administrateur a chargé des honoraires de consultation pour la révision de nos procédures ESG s'élevant à 41 050 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 (26 302 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022).

Les ventes d'or de la Société, au prix du marché en vigueur au moment de la livraison, ont été effectuées avec un seul client dont le président est administrateur de la Société.

10-PROPRIÉTÉS D'EXPLORATION MINIÈRES

Tumipampa

Localisation et contexte géologique

Tumipampa est située à 500 km de Lima, la capitale du Pérou, dans le district de Circa, province d'Abancay, département d'Apuímac. Dynacor possède une concession de 5 696 hectares située sur les flancs est des Andes, entre 4 200 et 4 800 mètres d'altitude. La partie nord de Tumipampa chevauche les calcaires de la formation Ferrobamba, hôte du gisement Tintaya de type skarn (cuivre-or), lequel est reconnu comme l'un des principaux gisements mondiaux de ce type avec plus de 139 millions de tonnes à 1,23% Cu et 0,23 g/t Au. La mine Tintaya se situe à 197 km au nord-est de Tumipampa. De plus, les gisements majeurs récemment mis au jour à Los Chancas (355 millions de tonnes de 0,62% Cu, 0,05% Mo et 0,039 g/t Au) (Southern Copper Corp.), Las Bambas (1,13 milliards de tonnes de 0,77% Cu, 0,05-0,068% Au et 0,01% Mo) (MMG Ltd) et Constancia-qui vient de commencer la production (Hudbay Minerals Inc.), sont situés de part et d'autre et à proximité de Tumipampa. Tous ces gisements majeurs font partie d'une ceinture de dépôts de type porphyre Cu-Au skarnifère liés au batholite d'Andahuaylas-Yauri, un intrusif de 300 km de long et 150 km de large.

Actuellement tous les droits miniers entourant Tumipampa sont détenus par des sociétés majeures, dont Southern Copper Corp., MMG Limited., Buenaventura Mining Company Inc., Golden Ideal Mining (Chine), Super Strong Mining (Chine) et Bear Creek Mining Corp.

11-PERSPECTIVES 2024

Traitement du minerai

Pour 2024, la Société prévoit des ventes (1) de l'ordre de 265 à 285 millions \$, ce qui représenterait une croissance de 6 à 14 % par rapport aux ventes de 2023. Cela se traduirait par un résultat net de l'ordre de 12 à 15 millions \$ (0,33 à 0,41 \$US par action) (0,45 à 0,56 \$CA par action) et comprend une dépense de 2,7 millions \$ pour faire avancer ses autres projets dans différentes juridictions.

Groupe Dynacor prévoit d'investir jusqu'à 13 millions \$US en immobilisations en 2024. Ces investissements concernent des équipements permettant des améliorations de productivité à notre usine Veta Dorada, une augmentation de la capacité du parc à résidus, de nouveaux véhicules pour la sécurité de nos acheteurs travaillant dans des régions éloignées et si les conditions le permettent, jusqu'à 4 millions \$ pour continuer le processus de revue diligente et le développement de nos projets dans d'autres juridictions

(1) En utilisant le prix d'ouverture du marché de l'or de 2 000 \$ et 2 050 \$ par once

12-RISQUES ET INCERTITUDES

FACTEURS DE RISQUES

Les activités principales de la Société consistent en :

- la production d'or et d'argent issue du traitement de matériel minéralisé acheté à des mineurs artisanaux enregistrés auprès du gouvernement péruvien ;
- le développement de nouvelles activités de traitement de minerai dans la même ou d'autres juridictions ;
- l'exploration de ses propriétés minières localisées au Pérou avec un potentiel d'exploitation commerciale d'or ou d'autres métaux précieux. Il n'y a pas, ou presque pas, eu d'activité d'exploration au cours des trois dernières années. Ce type d'activité comporte un haut degré de risque et doit être considérée comme hautement spéculative dû aux risques financiers et aux risques inhérents aux opérations de la Société ainsi qu'au stade d'exploration actuel de ces propriétés minières.

Les risques inhérents de la Société peuvent affecter la rentabilité de la Société et son niveau des flux de trésorerie liés à ses activités opérationnelles. Les acheteurs potentiels d'actions ordinaires de la Société devraient porter une attention à toutes les informations contenues dans ce rapport ou incorporées par référence dans ce rapport (Rapport de gestion) et en particulier les différents risques décrits ci-dessous :

RISQUES D'EXPLOITATION

ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Les activités de la Société sont soumises à des réglementations environnementales, ce qui peut rendre les opérations coûteuses ou les interdire complètement. La Société pourrait être exposée à des risques et responsabilités potentiels, associés à la pollution de l'environnement et à l'élimination des déchets qui pourraient survenir en raison de sa production, de son exploration de minerai et de son développement.

De plus, d'autres risques environnementaux peuvent exister sur une propriété que la Société détient directement ou indirectement, risques inconnus de la Société à l'heure actuelle et qui ont été causés par les propriétaires ou les exploitants antérieurs ou existants de la propriété. La législation environnementale prévoit des restrictions et des interdictions dans les déversements, les rejets ou les émissions de diverses substances produites par certaines opérations de l'industrie minière, telles que les suintements des zones d'élimination des résidus, ce qui entraînerait une pollution de l'environnement. Une violation de cette législation peut entraîner l'imposition d'amendes et des sanctions.

Dans la mesure où la Société a des passifs environnementaux, le paiement de ces passifs ou les coûts qu'elle pourrait engager pour remédier à la pollution de l'environnement réduiraient les fonds dont elle dispose par ailleurs et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société. Si la Société n'est pas en mesure de remédier entièrement à un problème environnemental, elle pourrait être tenue de suspendre ses activités ou de prendre des mesures de conformité provisoires en attendant d'achever la réparation requise. L'exposition potentielle pourrait être importante et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société.

La Société effectue des audits réguliers de ses facteurs majeurs de risques environnementaux afin de prévenir les risques et fait l'objet d'inspections gouvernementales régulières. Cependant, ces procédures n'éliminent pas tous les risques potentiels.

PERMIS ET LICENCES

Dans le cadre de ses activités de traitement du minerai ou de ses projets futurs, la Société est tenue d'obtenir des permis. Bien que la Société estime qu'elle obtiendra les permis requis, rien ne garantit qu'elle les obtiendra ou qu'elle ne subira pas des retards administratifs, ce qui pourrait avoir une incidence sur ses activités courantes ou futures.

PERMIS ET LICENCES (SUITE)

Au 31 décembre 2023, la Société opère ses activités de traitement de minerai principalement sur un terrain détenu par le gouvernement régional d'Arequipa avec un droit d'utilisation jusqu'au 23 mars 2036. La Société estime qu'elle sera en mesure de renouveler son droit d'utilisation après le 23 mars 2036, cependant elle ne peut garantir qu'au moment du renouvellement elle ne subira pas des délais administratifs qui pourraient perturber ses opérations futures.

Même advenant que la Société complète avec succès ses activités d'exploration, rien ne garantit que la Société obtienne les permis et licences nécessaires afin de poursuivre ses activités d'exploration ou lui permettant d'effectuer des opérations minières sur ces propriétés et d'en récolter des bénéfices financiers. Au 31 décembre 2023, la Société est en attente d'un accord avec les communautés locales, qui lui permettra d'entamer un programme de forage dans la zone du disséminé à Tumipampa. La Société est confiante en l'obtention du permis nécessaire, toutefois il existe un risque qui pourrait impacter ses opérations d'exploration et la valeur de ses propriétés d'exploration.

RISQUES POLITIQUES, DE PAYS ET À L'EXPORT

Les intérêts dans les actifs miniers de la Société sont situés au Pérou. La Société pense que le gouvernement péruvien soutient, de la même manière, le développement de ses ressources naturelles par des sociétés péruviennes ou étrangères. Cependant, il n'y a aucune assurance que les conditions politiques et économiques actuelles ou futures au Pérou n'entraîneront pas le gouvernement à adopter des politiques différentes en matière de propriété étrangère des ressources minérales, la fiscalité, les taux de changes, de protection de l'environnement, les relations au travail et le rapatriement des capitaux et des profits. La possibilité que le gouvernement actuel ou futur puisse adopter des politiques extrêmes, telle l'expropriation des biens, ne peut pas être exclue. Les activités de traitement de la Société et l'exploration minière actuelle et future pourraient être touchés par les troubles civils généralisés et de la rébellion. Le risque de pays est le risque d'investir dans un pays, dépendant de l'évolution dans l'environnement des affaires qui peuvent affecter négativement les bénéfices d'exploitation ou de la valeur des actifs dans un pays spécifique. Par exemple, les facteurs financiers tels que les contrôles du cours de change, la dévaluation ou des changements de réglementation, la nationalisation ou des facteurs de stabilité sociale tels que les émeutes de masse, la guerre civile et d'autres événements potentiels contribuent à augmenter les risques opérationnels pour les entreprises. Il est important de préciser que depuis le début de ses opérations au Pérou, la Société n'a subi aucun de ces risques.

A l'heure actuelle, la Société exporte de manière régulière toute sa production d'or du Pérou. Tout contrôle ou événement qui pourrait retarder temporairement la capacité de la Société d'exporter sa production pourrait avoir une incidence significative sur son fonds de roulement et sur sa situation financière.

La Société travaille actuellement au développement de ses activités de traitement de minerai au Pérou et dans d'autres juridictions. Les risques décrits pour le Pérou sont également applicables dans d'autres juridictions.

APPROVISIONNEMENT ET QUALITÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES

Les opérations de la Société impliquent l'achat de minerai auprès de producteurs péruviens locaux qui est ensuite traité dans son usine de Chala au sud du Pérou. L'augmentation des revenus et la production de la Société dépendront notamment de la disponibilité du minerai fourni par les producteurs locaux. Pour atténuer ce risque, la Société s'approvisionne auprès de plus de 700 fournisseurs de minerai et accroît sa présence géographique sur le terrain au Pérou.

Comme la Société n'exploite pas son propre minerai, elle n'a pas le plein contrôle du volume, de la teneur et de la qualité du minerai fourni par ses fournisseurs. Par conséquent, cette situation peut avoir un impact sur le volume d'or produit et les ventes d'or. Avec le support de ses équipes d'acheteurs expérimentés répartis à travers le Pérou, la Société atténue ce risque en travaillant avec des achats de minerai d'une teneur minimum et en effectuant des preuves métallurgiques afin de garantir la plus grande utilisation de la capacité de traitement ainsi que la rentabilité de son usine de traitement.

APPROVISIONNEMENT ET QUALITÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES (SUITE)

Au 31 décembre 2023, la Société dispose d'un inventaire de minerai représentant plus de 40 jours de production à pleine capacité.

APPROVISIONNEMENT EN EAU

Nos activités demandent une quantité importante d'eau pour le traitement du minerai et les installations connexes. Nos opérations au Pérou peuvent être dans des zones où l'eau est rare. La production continue sur le site de notre usine dépend de notre capacité à accéder à un approvisionnement adéquat en eau. La Société a réussi à obtenir un approvisionnement suffisant au cours des dernières années et ce dans un contexte d'augmentation de capacité de l'usine péruvienne et continue d'évaluer des sources d'approvisionnement supplémentaires, si nécessaire. Un approvisionnement en eau insuffisant, en raison de nouveaux règlements ou autre, pourrait impacter considérablement notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

L'approvisionnement en eau est un facteur clé lors de la sélection d'un site potentiel pour de futures activités de traitement de minerai au Pérou ou dans d'autres juridictions.

RELATIONS DE TRAVAIL ET D'EMPLOI

Nous dépendons de notre main-d'œuvre pour traiter nos matériaux minéralisés. Nous avons une très longue et bonne relation avec nos employés locaux et notre main-d'œuvre. Cependant, cette situation n'est pas garante de l'impossibilité d'une grève ou un arrêt de travail à l'avenir dans nos installations. Les interruptions de travail pourraient avoir une incidence négative importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

PRODUCTION ET ESTIMATION DE COÛTS

Rien ne garantit que les calendriers de production projetés ou prévus soient respectés, ni que les estimations des dépenses d'investissement et du coût monétaire d'exploitation seront réalisées. L'incapacité d'atteindre les niveaux de production et les coûts estimatifs, ou toute augmentation importante des coûts pourrait avoir une incidence défavorable sur nos futurs flux de trésorerie, notre rentabilité, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. De nombreux facteurs peuvent entraîner des retards ou des accroissements de coûts, notamment la compétition (voir paragraphe spécifique), des problèmes de main-d'œuvre, des pannes de courant, des problèmes de transport ou d'approvisionnement et des pannes mécaniques. En outre, des facteurs d'exploitation, comme le traitement de nouveaux types de minerai ou de différents teneurs aurifères, peuvent faire en sorte qu'une exploitation de traitement ne soit pas rentable au cours d'une période donnée.

CONCURRENCE

La Société est en concurrence avec d'autres sociétés actives dans le domaine du traitement de minerai au Pérou. Bien que la Société ait été capable dans le passé de maintenir et même d'augmenter sa part de marché et de bâtir une solide réputation auprès de ses fournisseurs dans ce domaine, il n'y a pas d'assurance qu'elle puisse garder sa part de marché indéfiniment. La Société accroit ses efforts sur le terrain pour développer ses opérations de traitements de minerai. La Société est aussi en compétition avec d'autres sociétés canadiennes ou étrangères qui peuvent avoir des moyens financiers plus importants, pour l'acquisition d'intérêts dans des propriétés minières de métaux précieux ou de base. Bien que la Société ait pu acquérir plusieurs actifs de ce type dans le passé, il n'y a pas d'assurance que ses efforts d'acquisition puissent être couronnés de succès dans le futur.

DÉPENDANCE ENVERS LE PERSONNEL CLÉ

Les succès des opérations et activités de la Société reposent en grande partie sur les efforts et habiletés de son équipe de direction (voir « Administrateurs et dirigeants » pour le détail de l'équipe de direction actuelle). La Société n'a pas d'assurance sur ses employés clés et administrateurs. La Société dépend d'un nombre restreint d'employés clés et ne peut garantir qu'elle sera en mesure de retenir ces derniers. La perte de l'un d'entre eux pourrait avoir une incidence défavorable sur ses activités et sa situation financière.

RISQUES D'ASSURANCE

L'industrie minière est soumise à des risques importants qui pourraient entraîner des dommages ou la destruction des biens et des installations, des blessures ou la mort, des dommages environnementaux et pollution, des retards dans la production, l'expropriation des actifs et la perte du titre de droits miniers. Aucune garantie ne peut être donnée que l'assurance couvrant les risques liés aux activités de la Société soit disponible ou à des primes commercialement raisonnables. La Société dispose actuellement d'assurance dans des plages de couverture qu'elle estime être conforme aux pratiques de l'industrie pour les entreprises à un stade de développement équivalent. La Société souscrit une assurance responsabilité pour ses opérations d'exploration minière, mais elle n'est actuellement pas couverte par une forme quelconque d'assurance pour sa responsabilité environnementale, puisque l'assurance contre les risques environnementaux (y compris la responsabilité pour la pollution) ou autres dangers résultant des activités d'exploration et de développement sont d'un coût prohibitif. Le paiement de tels engagements réduirait les fonds disponibles de la Société.

La Société travaille actuellement au développement de ses activités de traitement de minerai au Pérou et dans d'autres juridictions. Les risques décrits pour le Pérou sont également applicables dans d'autres juridictions.

LITIGES

Toutes les industries, y compris l'industrie minière, ne peuvent échapper à des poursuites judiciaires, qu'elles soient fondées ou non. La Société pourrait être engagée dans diverses poursuites judiciaires dans l'avenir. Bien que la Société estime qu'il est improbable que ces poursuites aient ultimement une incidence défavorable importante sur la position financière ou les résultats d'exploitation, des coûts liés à la défense seront engagés, même à l'égard des actions intentées sans fondement. En raison de l'incertitude inhérente aux processus litigieux, rien ne garantit que la résolution de toute éventuelle procédure judiciaire particulière n'ait une incidence défavorable importante sur les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation ou la situation financière future de la Société. Il n'y a pas de poursuite significative contre la Société en date de ce rapport.

LOIS ANTICORRUPTION

Les activités de la Société sont régies par, et impliquent des interactions avec, de nombreux niveaux dans les gouvernements de différents pays. Ses opérations ont lieu dans des juridictions classées défavorablement par le Transparency International Corruption Perception Index. La Société est tenue de se conformer aux lois contre la corruption, y compris le Code criminel, la Loi canadienne sur la corruption d'agents publics étrangers, ainsi que des lois similaires et les énoncés de conformité notamment au Pérou où la Société exerce la quasi-totalité de ses activités.

LOIS ANTICORRUPTION (SUITE)

Au cours des dernières années, il y a eu une augmentation générale de la fréquence d'application et de la sévérité des sanctions en vertu de ces lois, ce qui entraîne un examen plus approfondi et davantage de condamnations pour les entreprises reconnues coupables d'avoir violé les lois anticorruptions. En outre, une société peut être tenue responsable pour les violations non seulement par ses employés, mais aussi par ses sous-traitants et agents tiers. Bien que la Société mette en œuvre des politiques visant à atténuer ces risques, y compris la surveillance, des examens et des vérifications, et des politiques visant à assurer le respect de ces lois, ces mesures peuvent ne pas être toujours et totalement efficaces pour veiller à ce que la Société, ses employés, contracteurs ou tierces parties se conforment strictement à ces lois. Si la Société se trouve en violation de ces lois, cela peut entraîner des pénalités importantes, des amendes et/ou des sanctions imposées à la Société résultant en un effet défavorable important sur la réputation, les affaires de la Société, la situation financière et les résultats d'exploitation.

STADE DE DÉVELOPPEMENT

Les projets d'exploration et de développement n'ont pas nécessairement d'antécédents d'exploitation sur lesquelles fonder les estimations des coûts d'exploitation et les besoins futurs en capital. Les projets miniers nécessitent souvent un certain nombre d'années et les dépenses importantes au cours de la phase de développement de la mine avant que la production soit possible. Les projets de développement sont soumis à l'achèvement des études de faisabilité concluantes, l'obtention des permis gouvernementaux nécessaires et l'obtention du financement nécessaire. La faisabilité économique de ces projets de développement est basée sur de nombreux facteurs tels que l'estimation des réserves, les recouvrements métallurgiques, les prix futurs des métaux, et les coûts en capital et d'exploitation de ces projets. Les projets d'exploration et de développement de gisements miniers comportent donc des risques financiers importants que même une combinaison d'évaluation, d'expérience et de connaissances minutieuses ne peut pas éliminer. Bien que la découverte d'un corps minéralisé puisse entraîner des récompenses substantielles, peu de propriétés qui sont explorées sont finalement mises en service dans des mines productrices. En fait, une mine doit générer des revenus suffisants pour compenser les coûts d'exploitation et de développement tels que les coûts nécessaires pour établir des réserves par forage, à développer des procédés métallurgiques, de construction des installations et à extraire et à traiter les métaux du minerai. Au 31 décembre 2023, la Société n'a pas de projet d'exploration à un stade de développement.

INDUSTRIE MINIÈRE ET PROJETS MINIERS

Bien que la Société soit principalement impliquée dans des activités de traitement de minerai d'or, elle est également soumise à des risques et des dangers inhérents à l'industrie minière, y compris les fluctuations des prix des métaux, les coûts de construction et d'exploitation ainsi que les installations de transformation et de raffinage dans un environnement spécifique, la disponibilité de produits chimiques et sources d'énergie économiques et l'adéquation de l'approvisionnement en eau, un accès adéquat au site d'exploration, les coûts de transport imprévus, les retards et les coûts de réparation résultant d'équipement défectueux, des changements dans l'environnement réglementaire (y compris les règlements relatifs aux prix, redevances, droits, taxes, restrictions à la production, quotas d'exportation de minéraux et aux coûts de protection de l'environnement et des terres agricoles) et des accidents industriels et des mouvements ou troubles sociaux. La survenance de l'un de ces facteurs pourrait affecter de manière importante et défavorable le développement d'un projet et, par conséquent, affecter de manière importante et défavorable les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. La Société est également soumise, de par ses activités, aux risques habituellement rencontrés dans les activités d'exploration. Le dynamitage, le forage, l'exploitation minière et le traitement du minerai comprennent des risques et des dangers tels que les dangers pour l'environnement, y compris les rejets de polluants ou de produits chimiques dangereux, le niveau et le tonnage imprévus du minerai à extraire et à traiter, la formation géologique ou géotechnique indésirable ou inattendue ou inhabituelle ou les conditions d'exploitation défavorables inattendues, les glissements de terrain, les rafales de roches, les effondrements souterrain, la défaillance de mur ou barrages, le feu et les phénomènes naturels et les «actes de Dieu» tels que les intempéries, les inondations, les tremblements de terre et autres risques. Ces situations pourraient endommager ou détruire les propriétés minérales ou les installations de production, causer des blessures corporelles ou la mort, des dommages environnementaux, des retards dans l'exploitation minière, des pertes monétaires et la responsabilité juridique éventuelle. La Société peut encourir une responsabilité en raison de la pollution et d'autres pertes, et peut ne pas être en mesure de s'assurer en tout ou en partie contre de tels risques, pour des raisons politiques, l'indisponibilité de la couverture sur le marché ou d'autres raisons, ou peut décider de ne pas assurer de tels risques en raison de primes élevées ou pour d'autres raisons. Cela peut entraîner une production retardée, une augmentation des coûts de production ou de responsabilité. Le dédommagement découlant d'une telle responsabilité peut être très coûteux et pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière de la Société.

LOIS ET RÈGLEMENTS

Des lois existantes ou futures, des règlements et processus de permission gouvernant les opérations et activités des sociétés d'exploration ou des implantations plus contraignantes, pourraient avoir des incidences défavorables importantes sur la Société et pourraient causer des augmentations de coût en capital ou pourrait en nécessiter l'abandon ou le retard de dans la construction d'une usine ou de projets d'exploration.

Les opérations actuelles et futures de la Société, d'activités de traitement ou d'exploration au développement et la production commerciale, sont et seront régies par les lois et règlements applicables régissant les acquisitions de concessions minérales, la prospection, le développement, l'exploitation minière, la production, les exportations, les taxes, les normes du travail, santé au travail, l'élimination des déchets, les substances toxiques, l'utilisation des terres, la protection de l'environnement, la sécurité minière et d'autres questions. Les entreprises engagées dans des activités d'exploration et dans le développement et l'exploitation des mines et des installations connexes connaissent généralement une augmentation des coûts et des retards dans certaines activités suite à la nécessité de se conformer aux lois, règlements et permis.

LOIS ET RÈGLEMENTS (SUITE)

Le défaut de se conformer aux lois applicables, aux règlements et aux permis peuvent donner lieu à des mesures ou sanctions, y compris la confiscation des revendications, des ordonnances rendues par les autorités réglementaires ou judiciaires qui requièrent des réductions d'opérations et peuvent inclure des mesures correctives exigeant des dépenses en immobilisations, l'installation de matériel supplémentaire ou des mesures correctives coûteuses. La Société pourrait devoir compenser la perte encourue par autrui ou des dommages qui pourraient survenir en raison de ses activités de traitement de minerai ou d'exploration minière et pourrait avoir des amendes civiles ou pénales ou des sanctions imposées en cas de violation de ces lois, règlements et permis. La politique de la Société est de maintenir des conditions sécuritaires de travail conformément aux règlements en matière de santé et de sécurité. La Société n'est pas actuellement couverte par aucune forme d'assurance de responsabilité environnementale (voir « Risques d'assurances »).

De plus, les lois minières et fiscales dans les autres juridictions sont sujettes à interprétation et peuvent constamment être modifiées ou changées. Par exemple, notre interprétation et l'interprétation de nos conseillers fiscaux applicables à nos transactions peut ne pas coïncider avec l'interprétation des autorités fiscales. Ainsi, des transactions ont pu, ou pourraient à l'avenir, être remises en cause par les autorités fiscales et pourraient donner lieu à des pénalités et intérêts.

L'exploitation minière artisanale au Pérou est régie par un processus de formalisation, géré par le Ministère de l'Energie et des Mines (MEM), exigeant que les mineurs soient enregistrés dans le processus de formalisation et soient identifiés comme tels. La Société a adopté des processus pour s'assurer qu'elle achète du matériel minéralisé uniquement à des mineurs dûment enregistrés. Cependant, il n'y a aucune assurance que de tels processus garantiront qu'aucune transaction ne puisse avoir lieu avec des mineurs qui, à certains égards ne se conforment pas à la réglementation, alors qu'ils sont dûment enregistrés.

RISQUES RELATIFS AUX TITRES DE PROPRIÉTÉ ET CONCESSIONS MINIÈRES

Bien que la Société ait obtenu des opinions juridiques sur les titres ou droits d'utilisation de ses propriétés minières et d'opération, et qu'elle ait pris des moyens raisonnables pour s'assurer d'un titre de propriété valide, il n'existe aucune certitude que ses titres de propriété ne seront pas contestés ou remis en question. L'assurance des titres de propriété n'est généralement pas disponible pour des concessions minières et il n'existe aucune certitude que ces titres de propriété ne seront jamais contestés ou remis en question. La Société n'a pas mené d'enquêtes sur tous les titres directs ou indirects qu'elle détient, ainsi, la superficie et l'emplacement de ces titres de propriétés précis peuvent être mis en doute. En conséquence, les propriétés peuvent être assujetties à des liens antérieurs non enregistrés, des accords, des transferts ou des réclamations et le titre peut être affecté entre autres par les défauts détectés. En outre, la Société pourrait être incapable d'effectuer des travaux sur les propriétés tel que permis ou de faire valoir ses droits en ce qui concerne ses propriétés. La Société a rencontré des problèmes avec les communautés locales afin d'obtenir un accord raisonnable permettant de poursuivre son programme d'exploration.

CONFLIT D'INTÉRÊTS

Les administrateurs de la Société et les dirigeants peuvent servir à titre d'administrateurs ou dirigeants d'autres sociétés minières ou peuvent détenir des participations significatives dans d'autres sociétés minières et, dans la mesure où ces autres sociétés pourraient participer à des entreprises dans lesquelles la Société peut participer, les administrateurs de la Société peuvent faire face à des conflits d'intérêts dans la négociation et la conclusion de modalités relatives à l'ampleur de cette participation. Dans le cas où un tel conflit d'intérêts surviendrait lors d'une réunion des administrateurs de la Société, un administrateur qui a un tel conflit divulguera ses intérêts et s'abstiendra de voter pour ou contre l'approbation d'une telle participation ou de telles conditions. De temps en temps, plusieurs entreprises peuvent participer à l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés de ressources naturelles permettant ainsi leur participation à des programmes plus importants et ainsi réduisant l'exposition financière à l'égard de tel ou tel programme. Il se peut également qu'une entreprise en particulier attribue tout ou partie de sa participation dans un programme particulier à une autre entreprise en raison de la situation financière de la société qui la cède. Les administrateurs de la Société sont tenus d'agir honnêtement, de bonne foi et dans les meilleurs intérêts de la Société. Pour déterminer si oui ou non la Société participera à un programme particulier et dans l'intérêt devant être acquis par elle, les administrateurs devront principalement tenir compte du degré de risque auquel la Société peut être exposée et sa situation financière à ce moment-là. Également, un administrateur de la Société est un dirigeant du plus gros client de la Société, cependant il s'abstiendra de voter pour ou contre l'approbation d'une décision à prendre concernant un problème avec ce client. Voir « Administrateurs et dirigeants ».

RISQUES FINANCIERS**COVID-19 ET AUTRES PANDÉMIES**

Au cours des dernières années, les marchés mondiaux ont été affectés par la pandémie de la Covid-19 et pourraient être touchés par d'autres maladies infectieuses émergentes et/ou la menace d'épidémies de virus, d'autres contagions ou de maladies épidémiques à l'avenir. La pandémie de la Covid-19 a entraîné une crise généralisée qui a nui aux économies et aux marchés financiers de nombreux pays qui pourrait toujours nuire aux activités de la Société et au prix de marché de ses titres car le marché est toujours volatile.

Bien que la pandémie de Covid-19 semble maintenant maîtrisée dans le monde entier nous ne pouvons prévoir pour le moment si des futures vagues du virus ou d'une autre sorte de virus dans le futur pourrait avoir un impact matériel sur les activités futures de la Société, ses flux de trésorerie et ses liquidités.

En 2023, la Société a continué ses activités de traitement au Pérou sans rencontrer de problème.

VOLATILITÉ DES PRIX DES MÉTAUX

Certains facteurs échappant au contrôle de la Société peuvent influencer sur la valeur marchande de tout minerai ou des minéraux traités dans l'usine de la Société. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, surtout ces dernières années, et sont affectés par de nombreux facteurs échappant au contrôle de la Société, y compris les tendances économiques internationales et politiques, les conflits, l'inflation, les fluctuations de change, les taux d'intérêt, les habitudes de consommation mondiale ou régionale, les activités spéculatives et la production accrue en raison de nouvelle extraction et l'amélioration des méthodes de production. L'effet de ces facteurs ne peut être correctement prédit.

VOLATILITÉ DES PRIX DES MÉTAUX (SUITE)

Historiquement, le prix de l'or a beaucoup fluctué et est influencé par un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société dont : la demande industrielle et de la joaillerie ; prêts de la banque centrale ou des achats ou des ventes de lingots d'or ; ventes à terme ou à court d'or par les producteurs et les spéculateurs ; niveau futur des productions d'or, et rapides changements à court terme dans l'offre et la demande en raison des activités de spéculation ou de couverture par les producteurs, particuliers ou fonds. Le prix de l'or est également affecté par des facteurs macro-économiques, y compris : la confiance dans le système monétaire mondial, les anticipations du taux d'inflation futur ; la disponibilité et l'attrait de moyens d'investissement alternatifs, le niveau général des taux d'intérêt, la force de, et la confiance dans le dollar américain qui est la monnaie dans laquelle le prix de l'or est généralement coté, et d'autres grandes monnaies; des événements politiques ou économiques, mondiaux et/ou régionaux, et les coûts de production des sociétés aurifères et autres producteurs dont les coûts sont libellés en devises autres que le dollar américain. Tous les facteurs ci-dessus peuvent, par leur interaction, influencer sur le prix de l'or en augmentant ou en diminuant la demande ou l'offre de l'or.

Dans ses activités, la Société bénéficie d'une couverture naturelle sur les fluctuations du prix de l'or.

VARIATION DES TAUX DE CHANGE

Les activités de la Société et ses bureaux sont actuellement situés au Canada, au Pérou et au stade de revue diligente dans d'autres juridictions. L'or est vendu sur les marchés internationaux à des prix libellés en dollars américains. La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar américain. Toutefois, certains des coûts associés aux activités de la Société peuvent être libellés dans des monnaies qui ne sont pas directement liées au dollar américain. Toute appréciation de ces devises vis-à-vis du dollar américain pourrait augmenter les coûts de la Société pour faire des affaires dans ces pays. En outre, le dollar américain est sujet à des fluctuations de la valeur principalement vis-à-vis du dollar canadien et du sol péruvien. La Société n'utilise pas de programmes de couverture à un degré quelconque afin d'atténuer l'effet des fluctuations des devises.

ACCÈS AUX MARCHÉS FINANCIERS ET FINANCEMENTS FUTURS

Pour financer sa croissance, la Société doit souvent s'assurer d'avoir le capital nécessaire au moyen de prêts ou de capitaux propres. La disponibilité de ces capitaux est liée à la conjoncture économique générale de même qu'à l'intérêt que portent les prêteurs et les investisseurs aux projets de la Société. Pour s'assurer de la disponibilité des capitaux, la Société maintient un programme de relations avec les investisseurs afin de tenir informés tous les actionnaires et tous les investisseurs éventuels de l'évolution de la Société.

Les succès des futures expansions des opérations de traitement et des programmes d'exploration et d'autres transactions relatives aux propriétés peuvent avoir des impacts significatifs sur les besoins en capitaux. Si Dynacor décide de construire une usine de traitement de minerai dans une autre juridiction ou de développer une de ses propriétés, elle devra s'assurer d'avoir les capitaux nécessaires. Elle pourra financer ses besoins en capitaux en utilisant son fonds de roulement, en participant à des coentreprises, en procédant à des financements par actions, en ayant recours à la dette à long terme ou une combinaison de ce qui précède. Toutefois, rien ne garantit que la Société parvienne à obtenir le financement nécessaire à des conditions acceptables.

RISQUES DE RÉPUTATION

La conséquence du risque de réputation est un impact négatif sur l'image publique de la Société, qui pourrait impacter le cours de l'action ou qui peut influencer sur sa capacité à se financer, à acquérir de futurs projets miniers et à retenir ou attirer des employés clés. Le risque de réputation peut survenir dans de nombreuses situations, y compris, notamment, les cyberattaques et les crises médiatiques. Avant d'acquiescer un projet, la Société atténue le risque d'atteinte à la réputation en effectuant des diligences raisonnables, qui comprend un examen du projet minier, du pays, de la portée du projet et des lois et de la culture locales. Une fois la décision de participer à un projet minier prise, la Société continue d'évaluer et d'atténuer le risque de réputation au moyen d'examen réguliers du conseil d'administration et des comités du conseil.

CYBERSÉCURITÉ

Nos opérations dépendent, en partie, de la façon dont nous et nos fournisseurs protégeons les réseaux, les systèmes et les logiciels contre les dommages causés par un certain nombre de menaces, notamment les virus, les failles de sécurité et les cyberattaques. Les menaces de cybersécurité comprennent les tentatives d'accès non autorisé aux données ou aux réseaux automatisés et la manipulation ou l'utilisation incorrecte des systèmes de technologie de l'information. La défaillance d'une partie de nos systèmes d'information pourrait, selon la nature d'une telle défaillance, avoir une incidence défavorable significative sur notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Bien que nous n'ayons, jusqu'à présent, subi aucune perte importante liée à des cyberattaques ou à d'autres atteintes liées à la sécurité de l'information, rien ne garantit que nous ne subirons pas de telles pertes à l'avenir. Notre risque et notre exposition à ces questions ne peuvent être entièrement atténués en raison, notamment, du nombre et de de la nature évolutive de ces menaces.

Nous sommes équipés pour surveiller de près toutes les attaques aléatoires, mais à mesure que les cybermenaces continuent d'évoluer, il se peut que nous soyons obligés d'engager des ressources supplémentaires pour continuer à modifier ou à améliorer les mesures de protection ou pour enquêter et corriger les vulnérabilités de nos systèmes.

RISQUES LIÉS À LA VOLATILITÉ DES ACTIONS ORDINAIRES

Au cours des années récentes, les marchés des actions au Canada ont vécu des hauts niveaux de volatilité de prix et volume et le prix des actions de plusieurs sociétés ont vécu des fluctuations importantes de prix qui ne sont pas nécessairement reliées à leurs performances opérationnelles, la valeur de leur actifs ou droits de ces sociétés. Le prix des actions de la Société est peu volatile du fait de l'augmentation de ses activités de traitement et de ses résultats financiers sur une longue période.

Des événements malheureux tels que la pandémie liée au virus de la Covid-19 ou le conflit en cours en Ukraine ont eu un impact sur les marchés boursiers. Il ne peut y avoir aucune garantie que ce genre d'événement et que les fluctuations continues des prix ne se reproduisent pas.

COÛTS PLUS ÉLEVÉS ET RISQUES DE CONFORMITÉ À ÊTRE UNE SOCIÉTÉ PUBLIQUE

Les frais juridiques, comptables et autres associés à des exigences d'information des entreprises publiques ont augmenté de façon significative dans les dernières années. La Société prévoit que les coûts peuvent continuer à augmenter avec les exigences de gouvernance d'entreprise récemment adoptées ou proposées.

La Société s'attend également à ce que ces nouvelles règles et règlements rendent plus difficile et plus coûteux pour elle d'obtenir des couvertures d'assurance de responsabilité des dirigeants et administrateurs et il pourrait être nécessaire d'accepter des limites de police et de couverture réduite ou d'engager des coûts sensiblement plus élevés pour obtenir les mêmes couvertures. En conséquence, il peut être plus difficile pour la Société d'attirer et de retenir des personnes qualifiées pour siéger à son conseil d'administration ou à titre d'agents exécutifs.

13-JUGEMENTS, ESTIMATIONS COMPTABLES ET HYPOTHÈSES

Pour préparer des états financiers consolidés, la direction de la Société doit faire des jugements, estimations et poser des hypothèses sur les montants présentés à l'actif et au passif ainsi qu'en produits et en charges (veuillez-vous référer à la note 5 des états financiers consolidés). Les estimations et les hypothèses connexes sont fondées sur des données empiriques et divers autres facteurs qui sont estimés raisonnables dans les circonstances et dont les résultats constituent la base des jugements portés sur les valeurs comptables des actifs et des passifs qui ne sont pas facilement estimés à partir d'autres sources. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

13-JUGEMENTS, ESTIMATIONS COMPTABLES ET HYPOTHÈSES (suite)

Les principales estimations comptables sont celles qui requièrent des hypothèses qui sont substantiellement incertaines au moment de leur estimation et que si ces hypothèses étaient modifiées elles auraient un impact significatif sur les résultats ou la situation financière de la Société. Une description des principales estimations comptables peut être trouvée dans les États financiers de la Société déposés sur SEDAR+ à l'adresse suivante www.sedarplus.com.

14-MÉTHODES COMPTABLES ET MODIFICATIONS**Modifications de méthodes comptables et normes comptables publiées, mais non encore appliquées**

Il n'y avait pas de changements dans les politiques comptables au cours de l'année. Veuillez-vous référer à la note 3 des états financiers consolidés pour plus de détails.

15-MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

À travers ce document, nous avons présenté des mesures préparées selon les normes IFRS de comptabilité ainsi que des mesures de performance non conformes aux normes IFRS de comptabilité. Comme les mesures de performance non conformes aux normes IFRS de comptabilité ne sont pas standardisées par les normes IFRS de comptabilité, celles-ci ne peuvent être comparées à des mesures similaires d'autres sociétés. Nous avons présenté ces mesures afin qu'elles puissent être utilisées par des investisseurs dans le but d'évaluer notre performance. Par conséquent, elles sont destinées à fournir de l'information supplémentaire et ne doivent pas être utilisées isolément ni comme un substitut aux mesures de performance selon les IFRS. Ces mesures ont été conciliées à des mesures conformes aux normes IFRS de comptabilité dans ce document (se référer à la section 4 pour la description et la conciliation de ces mesures non conformes aux normes IFRS de comptabilité).

16-CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE DIVULGATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE RELATIF À L'INFORMATION FINANCIÈRE**Contrôle et procédures de communication de l'information (« CPCI »)**

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société sont responsables de l'établissement et du maintien des CPCI de même que du respect de la politique de communication de l'information adoptée par la Société. La politique de communication de l'information exige de tous les employés qu'ils informent un membre de la haute direction de toute information importante susceptible d'avoir une incidence sur la Société afin qu'elle puisse évaluer cette information et en discuter de manière à déterminer l'opportunité d'une divulgation publique. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont évalué l'efficacité des CPCI au 31 décembre 2023, conformément à l'instrument multilatéral 52-109 émis par les autorités canadiennes en valeurs mobilières et ont conclu qu'ils sont efficaces. Depuis le 31 décembre 2023, il n'y a pas eu de changements défavorables dans les CPCI de la Société et ils continuent à rester efficaces.

Contrôle interne relatif à l'information financière (« CIIF »)

La direction a élaboré un système de CIIF qui fournit une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière publiée et à la préparation des états financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont évalué l'efficacité du CIIF en date du 31 décembre 2023 sur la base du cadre Internal Control-Integrated Framework, publié par The Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission (COSO). À la suite de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF est efficace.

Limitations des contrôles et procédures

La direction de la Société, y compris le chef de la direction et chef de la direction financière, estime que tous les CPCI ou le CIIF, peu importe s'ils sont bien conçus et exploités, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et non absolue que les objectifs des systèmes de contrôle sont remplis. En outre, la conception d'un système de contrôle reflète le fait qu'il existe des contraintes de ressources et les avantages des contrôles doivent être considérés par rapport à leurs coûts. En raison des limites inhérentes à tout système de contrôle, ils ne peuvent pas fournir une garantie absolue que tous les problèmes de contrôle et les cas de fraude, le cas échéant, au sein de la Société ont été prévenus ou détectés. Ces limites inhérentes comprennent les réalités que les jugements dans la prise de décision peuvent être défectueux, et que les pannes peuvent survenir en raison d'une simple erreur. En outre, des contrôles peuvent être contournés par les actes individuels de certaines personnes, par la collusion de deux personnes ou plus, par un contournement non autorisé d'un contrôle. La conception de tout système de contrôles est également fondée en partie sur certaines hypothèses sur la probabilité d'événements futurs, et il peut n'y avoir aucune assurance que toute conception réussira à atteindre ses objectifs déclarés dans toutes les conditions futures potentielles. Par conséquent, en raison des limites inhérentes à un système de contrôle des coûts efficace, des inexactitudes résultant d'erreurs ou de fraude peuvent se produire et ne pas être détectées.

Changement au CIIF

Aucun changement concernant le CIIF qui aurait eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur le mécanisme de contrôle n'a été relevé par la direction durant l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

17-INFORMATION PROSPECTIVE

Certains énoncés de ce document, qui ne sont pas appuyés par des faits historiques, sont d'ordre prospectif, ce qui signifie qu'ils comportent des risques, des incertitudes et des éléments qui pourraient faire en sorte que les futurs résultats diffèrent des résultats prévus ou sous-entendus par ces mêmes énoncés prospectifs. Il existe de nombreux facteurs qui pourraient causer une telle disparité, notamment l'instabilité des prix du marché des métaux, des fluctuations des cours de change des devises étrangères et des taux d'intérêt, des situations géologiques imprévues ou des données géologiques erronées, des risques environnementaux incluant des réglementations environnementales plus sévères, des conditions imprévues qui sont défavorables à l'extraction, des situations politiques défavorables et des changements de réglementation et de politiques gouvernementales. Même si la Société croit que les hypothèses découlant des énoncés prospectifs sont plausibles, il est fortement recommandé de ne pas accorder une confiance excessive à ces énoncés qui ne sont valables qu'au moment de la rédaction de ce document. La Société ne s'engage pas à maintenir à jour les informations prospectives à moins que la loi ne le requière.

(s) Jean Martineau

Jean Martineau
Président et chef de la direction

(s) Léonard Teoli

Léonard Teoli CPA
Vice-président et chef de la direction financière

18-INFORMATION CORPORATIVE

Groupe Dynacor inc.

Bureau corporatif
625 René Lévesque Ouest
Suite 1200
Montréal, Québec, Canada H3B 1R2
Tél. : (514) 393-9000
Fax : (514) 393-9002
Website: <http://www.dynacor.com>
Twitter: <http://twitter.com/DynacorGold>

Administrateurs et dirigeants

Pierre Lépine CPA, IAS.A- Président du conseil d'administration
Jean Martineau- Président et Chef de la Direction
Roger Demers FCPA, ASC- Administrateur
Réjean Gourde, Ing- Administrateur
Cyril Gradis, MBA- Administrateur
Isabel Rocha, B.Eng. MSc. MBA- Administratrice
Philippe Chave, Ing- Administrateur
Rocio Rodriguez-Perrot, LLB- Administratrice
Leonard Teoli, CPA- Vice-président Finance et Chef de la direction financière
Denis Rivard, Ing- Chef des Opérations
Jorge Luis Cardenas, Ing- Vice-président Opérations Amérique latine
René Branchaud, LLB- Secrétaire Corporatif

Conseillers juridiques

Lavery, de Billy LLP

Auditeurs

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L

Agent de transfert

Société de fiducie TSX (Canada)

Bourse

Bourse de Toronto - DNG